ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1540 - 16 janvier 1998 - prix : 9 F

Ce sont les patrons qui licencient et entretiennent le chômage

POUR CRÉER DES EMPLOIS, IL FAUT PRENDRE SUR LES PROFITS !

M 6189 - 1540 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société
4 – Le chômage, une aberration de l'économie capitaliste
– Que touchent les chômeurs?
5 – La « gauche plurielle » et le gouvernement Jospin
– Les mesures Jospin : des miettes pour les chômeur
7 – « Révélations » sur les livraisons d'armes françaises au Rwanda

Tribune
6 – Chômeurs : manifestons les 13 et 17 janvier

Politiciens
6 – Front National : les copains d'abord
– Juppé le retour

Dans le monde
8/9 – La crise financière dans le Sud-Est asiatique
– Indonésie : c'est la classe ouvrière qui est saignée
– Pologne : l'avortement à nouveau interdit
16 – Algérie : face à la barbarie des groupes islamistes, il n'y a rien à attendre des autorités

Dans les entreprises
10 – SNECMA : embauchez les intérimaires
– ATAL : licenciés… et rappelés en intérim
– Le mouvement des chômeurs à Fourmies
11 – Renault, PSA : les industriels de l'automobile pleurent les poches pleines
– Alcatel : mécontentement sur les salaires et les horaires
12 – Carnaud : comment les patrons aggravent le chômage
– Dans l'Oise : des patrons de PME qui se portent bien
13 – Kimberly Clark : aides à l'emploi, aides au patronat
– Groupe Hachette : des informaticiens qu'on n'Hachette pas!
– Guadeloupe : les travailleurs de la banane toujours en lutte

Dans l'enseignement
14 – LP Jacques-Brel (94) : douze jours de grève
– LP Orly : lycée Corneille en grève
– Lycée Peltier (Somme)

Histoire
15 – Il y a cent ans : Zola et l'affaire Dreyfus
– 15 janvier 1919 : l'assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht

Pour 30000 dossiers examinés :

LA MOITIÉ DES SANS-PAPIERS REJETÉS DANS LA CLANDESTINITÉ

Chevènement vient d'annoncer que pour le moment 15700 régularisations d'étrangers sans papiers avaient été accordées par les préfectures et 15391 dossiers rejetés. Moitié-moitié donc.

Cela ne préjuge pas de la suite qui sera donnée pour les autres. Il y avait en tout de l'ordre de 150000 demandes. Il en resterait donc environ 120000 à « traiter ». Rien ne dit que la même proportion sera maintenue. Ce sera peut-être pire. En tout cas, voilà déjà plus de 15000 personnes qui se voient sommées de quitter le territoire dans un délai bref. La plupart évidemment ne le feront pas et replongeront dans la clandestinité qui était leur lot depuis souvent de longues années.

Seulement pour postuler à la demande de régularisation, elles ont dû déclarer une adresse. Bien souvent, par prudence, elles ont donné celle d'un ami, mais pas toujours. Elles ont donné aussi l'adresse de l'employeur – la vraie cette fois – lorsqu'il y en a un ou lorsqu'il établissait une « promesse d'embauche ». La police va-t-elle, munie de ces renseignements, aller systématiquement aux adresses qu'elle possède et procéder à des rafles?

Après avoir demandé aux clandestins de se « découvrir » pour faire leurs dossiers, va-t-on maintenant les piéger?

Chevènement a expliqué que la police avait mieux à faire que d'expulser les chômeurs des ASSEDIC. Ce serait cela le « *mieux à faire* »?

Le gouvernement a équilibré ainsi le traitement des sans-papiers : une moitié d'acceptations pour que la « gauche plurielle » puisse déclarer que c'est mieux que rien. Et une moitié de refus pour montrer sa « fermeté » et tenter de couper l'herbe sous les pieds de la droite et de l'extrême droite.

Car les 15000 refus, et tous ceux qui vont suivre, ne sont motivés que par des considérations politiciennes, que parce que le PS (et avec lui, quoi qu'ils disent, ses alliés) plient devant la droite. C'est pour cette raison que la gauche est en train de se montrer incapable d'accorder ce peu de chose qui consiste à donner des titres de séjour temporaires (car il ne s'agit que de cela!) à 150000 personnes, moins encore que ce que Mitterrand avait fait lorsqu'il était venu au pouvoir!

Quant à Chevènement, ex-militant du CERES («l'aile gauche » du PS!) devenu plus tard ministre des Armées et aujourd'hui ministre de la Police, il accepte sans état d'âme de se placer dans la continuité de Debré et Pasqua.

André VICTOR

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

aura pour thème :

POUVOIR CENTRAL, POUVOIRS RÉGIONAUX ET LOCAUX... ET CONTRÔLE POPULAIRE

Vendredi 30 janvier à 20h30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20F

SOCIÉTÉ MALADE À SOIGNER DE TOUTE URGENCE

Selon l'enquête annuelle du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé, de plus en plus d'individus renoncent aux soins pour des raisons financières : 1 personne sur 4 aurait renoncé à un soin au moins une fois en 1997 pour des raisons financières ; une personne sur quatre aujourd'hui contre une sur cinq il y a cinq ans.

Bien évidemment, en la matière, ce sont les chômeurs qui sont le plus touchés : près d'une personne interrogée sur deux indique avoir renoncé au moins à un soin pour cette raison. Nombreux sont également ceux parmi les employés et les ouvriers à avoir fait de même.

Ce sont surtout les soins dentaires qui sont concernés par ces auto-restrictions de soins. Quant aux lunettes, 15% des sondés affirment y avoir renoncé.

Selon les auteurs, la relation entre les revenus des ménages et les renoncements aux soins est considérable, ces renoncements augmentant lorsque le revenu diminue. Bref, il faut que les revenus augmentent, c'est le seul remède.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Ce sont les patrons qui licencient et entretiennent le chômage

POUR CRÉER DES EMPLOIS IL FAUT PRENDRE SUR LES PROFITS

Après avoir reçu les organisations syndicales et les associations de chômeurs et annoncé le déblocage d'un milliard de francs pour aider les sans-emploi les plus nécessiteux, Jospin a annoncé qu'il n'irait pas plus loin et a fait intervenir les CRS pour déloger les chômeurs qui occupaient les locaux de divers centres ASSEDIC. Il a justifié sa politique, le 13 janvier, en déclarant que l'hôtel Matignon resterait un «*pôle de stabilité*» qui ne se laisserait pas influencer. Et d'invoquer «*l'autorité de l'État*» et les «*formes d'action*» qui devraient être «*respectueuses de la loi*»...

Mais même le peu qu'ils ont obtenu, les chômeurs ne l'auraient pas eu s'il n'y avait pas eu les occupations des bureaux d'ASSEDIC car le gouvernement, d'après Jospin, est «*habité par des gens calmes*», autrement dit qui ont tout le temps devant eux et ne voyaient aucune urgence à répondre aux chômeurs dans la détresse. Occuper un bureau d'ASSEDIC n'est peut-être pas légal, mais comme l'a dit un chômeur, «*et laisser crever les gens, est-ce que c'est légal ?*»

On a dit que la politique gouvernementale obéissait au triptyque «*l'écoute, les mesures, l'autorité*». Mais «les bonnes paroles, les miettes, le bâton» serait plus juste, tant est dérisoire ce déblocage d'un milliard de francs (c'est-à-dire 333 F par chômeur officiellement recensé) en regard de la situation désastreuse que connaissent des centaines de milliers d'entre eux.

Le mouvement des chômeurs jouit, d'après tous les sondages, de la sympathie de la majorité de la population. Et cette intervention policière décidée par un Premier ministre qui se dit de gauche, contre des chômeurs qui réclament simplement de quoi vivre décemment, a suscité quelques critiques dans les rangs des partis qui soutiennent le gouvernement et des organisations syndicales – dont par ailleurs de nombreux militants, en particulier à la CGT, sont engagés à fond dans le mouvement. Mais Dominique Voynet et Jean-Claude Gayssot qui représentent respectivement les Verts et le Parti Communiste Français dans ce gouvernement, ont fait preuve quant à eux d'une solidarité totale avec Jospin, reprenant à leur compte les propos hypocrites selon lesquels il était dans l'intérêt même des chômeurs de faire évacuer les ASSEDIC. Et d'affirmer que le gouvernement s'est engagé dans la bonne voie, mais qu'il ne peut pas tout faire tout de suite. Comme si, depuis sept mois qu'il est à Matignon, Jospin avait entrepris quoi que ce soit de sérieux contre le chômage !

Ce double langage des politiciens qui prétendent défendre les intérêts de la population laborieuse, en participant à un gouvernement dont la fonction essentielle est de défendre les intérêts des possédants, est dans l'ordre des choses. Mais pour les travailleurs, et pour tous ceux qui se veulent dans leur camp, le choix est clair. Ils ne peuvent être que du côté des chômeurs en lutte, contre ce gouvernement d'hypocrites, sans la moindre réserve.

Chaque travailleur sait qu'il peut se retrouver demain sans emploi. L'augmentation des cadences, la détérioration des conditions de travail que connaissent la plupart des salariés, le chômage total ou partiel que subissent cinq millions d'hommes et de femmes, ne sont que les deux faces d'une même médaille. Ce sont les conséquences de la rapacité de la classe capitaliste qui, pour augmenter ses profits, cherche à réduire sans cesse la masse des salaires, en compensant les suppressions d'emploi auxquelles elle procède par la surexploitation de ceux qui ont gardé un travail.

Et le chômage ainsi créé sert en plus, sous prétexte de permettre la création d'emplois, de justification au patronat pour réclamer sans cesse des aides, des dégrèvements de charges sociales, auprès desquels le milliard des chômeurs est plus que dérisoire. Ces aides que tous les gouvernements successifs, y compris celui de Jospin, lui ont largement accordées.

C'est parce que le chômage qui sévit depuis plus de vingt ans est le résultat de cette folle logique économique qu'il n'est pas possible de lutter vraiment contre lui sans s'en prendre aux profits capitalistes.

Mais c'est aussi pour cela que tous les travailleurs doivent être aux côtés des chômeurs en lutte, dans les manifestations de solidarité qui s'organiseront, à commencer par celle du samedi 17 janvier.

Car même si, pour le moment, le mouvement des chômeurs est loin de rassembler tous les sans-emploi, même si les organisations qui appellent à ces manifestations n'affirment pas clairement, loin de là, que le problème essentiel est de faire supporter le poids de la crise économique à ceux qui en ont profité depuis plus de vingt ans, c'est-à-dire aux industriels et aux banquiers, il n'y a qu'une lutte commune de toute la classe ouvrière, de ceux qui ont un emploi comme de ceux qui n'en ont pas, qui pourra un jour battre en brèche la rapacité de la bourgeoisie.

MEETINGS avec Arlette LAGUILLER

et les candidats qui conduiront les listes Lutte Ouvrière aux élections régionales

• ALBI •
Vendredi 16 janvier à 20 h
Salle des fêtes de Pratgraussals
(Chemin de Lamothe, quartier La Madeleine)
avec Chantal TRESSENS

• CHÂLONS-sur-MARNE •
Jeudi 22 janvier à 20 h
Salle Fernand-Pelloutier
Maison des syndicats
Place de Verdun
Avec Thomas ROSE

• VITRY-sur-SEINE •
(Val-de-Marne)
Vendredi 23 janvier à 20 h 30
Salle Auber
18, rue Auber
Quartier des Malassis
Avec Serge FRANCESCHINA

• MONTARGIS •
Samedi 24 janvier à 17 h
Salle de la Sirène
(73 bis rue de la Sirène)
avec Christiane HAUCHERE

• SOISSONS •
Mercredi 28 janvier à 20 h
Salle de la Mutualité
(rue Pétrot-Labarre)
avec Dominique PICQUEUR

• MANTES-LA-JOLIE •
Samedi 31 janvier à 17 h
Parc des Expositions
(l'Ile l'Aumône)
avec Alain LUGUET

• BREST •
Mardi 3 février à 20 h
Salle Mac Orlan
(rue de la Porte)
avec André CHERBLANC

• CHATELLERAULT •
Jeudi 5 février à 20 h
Salle Camille-Pagé
(près du Centre Commercial)
avec Patrice VILLERET

• STRASBOURG •
Vendredi 6 février à 20 h
Palais des Congrès
place de Bordeaux
avec Roland ROBERT

• SAINT-BRIEUC •
Jeudi 12 février à 20 h
Maison du Peuple (rue Vicairie)
avec Martial COLLET

LE CHÔMAGE, UNE ABERRATION DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Jospin, prenant la parole devant la presse le 13 janvier, a réaffirmé sa ligne de conduite envers les chômeurs. Elle peut se résumer ainsi : des discussions, mais aucun changement majeur dans ce qui pourra leur être versé, en particulier aucun changement du montant des indemnités. Cette fermeté de ton, qui s'adresse au public des classes privilégiées, prétend s'appuyer sur les exigences économiques de l'heure, ce qu'il appelle « les équilibres économiques et budgétaires ».

O7

O7

En clair, Jospin prétend que si l'on distribuait des milliards supplémentaires aux chômeurs, la reprise « qui s'annonce » serait compromise par le « *poids des prélèvements supplémentaires* ». A quoi s'ajoute un autre argument distillé ici et là : si on payait plus les sans-travail, les plus démunis, il n'y aurait plus aucune incitation à accepter des travaux mal payés ; on encouragerait (!) ainsi les chômeurs à s'installer dans leur situation.

Il faut une bonne dose de culot et de cynisme pour parler des « dangers pour l'économie » d'éventuels milliards consacrés à revaloriser ce que touchent ceux qui sont privés d'emploi. Le budget 1998, décidé par Jospin et son gouvernement de la « gauche plurielle », reconduit à l'identique les gaspillages qui existaient dans tous les budgets précédents en distribuant des centaines de milliards d'aides directes au patronat sous prétexte d'aides à l'emploi, à l'innovation, à l'exportation, à la formation, etc. Tout le monde sait que ces sommes considérables, qui permettraient à l'État, à elles seules, de créer près de deux millions d'emplois, vont alimenter les caisses des possédants, lesquels spéculent à tout-va avec tout ce qu'ils ont sous la main, sur toutes les places financières de la planète, et en mettant, eux, toute l'économie en danger.

Bien sûr, ces déclarations ne sont pas innocentes, elles visent à obscurcir la conscience des travailleurs les plus découragés, en présentant les chômeurs comme des concurrents, en sous-entendant que l'argent qu'on donnerait aux chômeurs, ce serait autant de moins pour ceux qui travaillent. Dans un contexte où les travailleurs subissent attaque sur attaque, où ils voient leurs salaires et leurs conditions de travail se dégrader sans cesse, ces arguments visent à renforcer le repli sur soi, l'égoïsme qui accompagne la perte de confiance dans les possibilités de la lutte collective pour améliorer les choses. Car la classe ouvrière est une, et les intérêts de ceux qui sont au travail comme de ceux qui sont au chômage sont intimement liés. Le patronat et les gouvernements se servent du chômage massif pour faire pression sur tous les autres travailleurs, dans le privé bien sûr mais aussi dans les services publics, où l'État n'est pas en reste pour innover dans la réaction sociale. Et les salariés d'aujourd'hui sont les licenciés de demain, si toute la classe ouvrière ne met pas le holà à l'aggravation du sort de tous, de ceux qui ont un emploi comme de ceux qui en sont privés.

Quant aux salaires, si l'écart qui les sépare des allocations chômage se rétrécit, c'est que les patrons et les employeurs publics essayent de les ramener vers le minimum vital. Régulièrement les salaires d'embauche baissent, que ce soit en les alignant sur le SMIC ou en les diminuant encore plus par l'institution de contrats à temps partiel, de six heures par jour par exemple pour les caissières des supermarchés… avec des amplitudes de 12 heures ou plus. Alors oui, les travailleurs auraient mille fois raison d'être en colère, mais contre le patronat qui abuse à plein de la crise.

Il y a bien une aberration dans la situation actuelle. Où est la logique qui consiste à faire trimer à la limite de leurs capacités des millions de travailleurs, pendant qu'on en laisse cinq millions d'autres sans activité en leur allouant des allocations de survie ? Il y a là un gaspillage économique et humain qui dépasse l'entendement. Ce qu'on appelle pudiquement l'économie de marché, c'est-à-dire l'économie capitaliste, fonctionne en amassant le maximum de profits au bénéfice exclusif des industriels et des actionnaires, à n'importe quel prix, même si la société tout entière devait s'écrouler à cause de cela. Produire pour satisfaire les besoins des hommes et leur assurer une vie décente ce n'est pas, cela n'a jamais été son but.

Pour sortir de cette spirale folle qui amène à payer, très peu, des femmes et des hommes pour ne plus travailler alors que tout manque, il faut commencer par s'en prendre aux sacro-saints profits. Il faut, et par la contrainte si nécessaire, obliger à produire pour satisfaire les besoins de la collectivité. Alors on se rendra compte que les richesses produites par le travail permettent largement, du jour au lendemain, de donner à chacun de quoi vivre décemment. Il y a de quoi créer tous les emplois nécessaires et les payer. Les bénéfices déclarés des entreprises – et les profits réels sont bien plus importants – dépassent les 1500 milliards de francs par an. La moitié de cette somme permettrait de payer 5 millions de sans-emploi à 8000 F nets par mois, charges sociales comprises, et d'en finir avec le gaspillage et la détresse morale qui accompagne ce chômage sans fin !

Oui, il serait temps de réorganiser l'économie en fonction des besoins et de la vie des hommes et pas de la folle soif de profits de quelques-uns !

Paul SOREL

QUE TOUCHENT LES CHÔMEURS ?

Aujourd'hui, la majorité des chômeurs indemnisés touche moins de 5000 F par mois. Au plus tard, au bout de 30 mois, s'ils n'ont pas été radiés auparavant pour « *manque d'effort dans leur recherche d'emploi* », les licenciés à moins de 50 ans perdent tout droit à être indemnisés par les ASSEDIC. Ils se retrouvent alors soit avec l'allocation de solidarité (qui se monte aujourd'hui à 2264,70 F par mois) soit avec rien s'il y a un salaire normal d'ouvrier dans le foyer.

L'autre minimum social est le RMI qui, lui, se monte à un peu plus de 2800 F par mois pour une personne seule. Les allocataires dans ce cas ne sont plus considérés comme demandeurs d'emploi et échappent aux statistiques : ils sont actuellement plus d'un million. Pour avoir droit au RMI il faut être au seuil de l'exclusion, le propriétaire de son petit appartement ou de sa maison n'y a pas droit, il faut d'abord qu'il liquide son petit bien.

Et c'est en parlant de la situation dramatique de ces centaines de milliers de personnes que Jospin, Martine Aubry et les autres osent parler des risques qu'il y aurait à revaloriser leurs misérables allocations quand ils en ont une, et à donner à tous un revenu un peu décent !

La « gauche plurielle » et le gouvernement Jospin

DES DISCORDANCES SAVAMMENT ORCHESTRÉES

AFP

Voynet et Gayssot, deux singuliers représentants de la « gauche plurielle ».

On peut voir, ces derniers temps, de façon plus vivante, à la fois ce que signifie la notion de gauche dite plurielle et son rôle. Le mouvement des chômeurs et ses péripéties constituent, à cet égard, un révélateur.

Ainsi, au départ, nombre de ses représentants avaient assuré les chômeurs en lutte de leur sympathie et de leur compassion, même s'ils laissaient entendre qu'ils exagéraient parfois, ou, comme Nicole Notat, qu'ils étaient manipulés. Même des ministres, telle Martine Aubry, y ont été de leur larme sur ces malheureuses victimes (victimes de qui au fait?) qui n'ont pas le temps devant eux et dont la situation réclame désormais l'urgence.

Elle avait certes mis un certain temps à s'en apercevoir et avait même quelques jours auparavant contesté la représentativité du mouvement et dénoncé le caractère illégal des occupations. Mais comme les chômeurs n'avaient pas l'air de se laisser impressionner par les propos de la ministre, elle a changé, de toute urgence, son discours. Il avait fallu trois à quatre semaines pour que le gouvernement se décide à rencontrer les représentants des associations de chômeurs et à leur promettre un fonds d'urgence en y versant un milliard de francs. Le chiffre est destiné à impressionner mais en réalité ne représente que 333 F par chômeur officiellement recensé.

Aussitôt, les porte-parole pluriels du gouvernement se sont empressés de vanter cette « avancée ». A la queue leu-leu, Jospin et Aubry, les auteurs du projet, puis Hue du PCF, Voynet pour les Verts l'ont salué, avec un enthousiasme que les chômeurs ne partageaient guère. Car il ne leur a pas fallu beaucoup de temps pour faire leur calcul et le constat qu'on était loin du compte et de leurs revendications.

D'autant que dans le même temps, toujours dans l'urgence, Chevènement faisait donner ses CRS pour faire évacuer les locaux occupés par les chômeurs et les militants qui s'étaient joints à leur combat.

Du coup la polyphonie plurielle s'est de nouveau fait entendre. Jospin a donné le la, justifiant l'intervention des CRS en expliquant que « *la France avait besoin de dialogue* (à l'ombre des matraques policières?), *de justice sociale.... mais aussi d'une parole d'autorité* ». Mâles propos qui tranchent avec le ton que le même et son adjointe Aubry utilisent ordinairement à l'égard du patronat. Ce langage musclé, accompagné des actions qui ne le sont pas moins des sbires casqués de Chevènement, est destiné aux bourgeois, au public de droite, au patronat, pas pour les effrayer mais au contraire pour les rassurer, pour bien leur faire sentir que ce gouvernement dit de gauche ne saurait être l'otage de travailleurs en lutte.

Sans tarder, les ministres ont emboîté le pas à leur patron. Gayssot, du PCF, a expliqué que « *le Premier ministre a été clair, les ASSEDIC doivent pouvoir jouer leur rôle et être ouverts aux chômeurs pour les inscriptions et les aides.* » Gayssot lui aussi a été clair, pour indiquer le camp qu'il avait choisi. Voynet, quant à elle, a déclaré, au lendemain des occupations qu'elle « *ne trouvait plus les occupations nécessaires* ». En réponse à ce chœur sans fausse note, des représentants tout aussi pluriels de la gauche, mais qui eux ne sont pas ministres, ont mis un léger bémol. Alain Bocquet président du groupe communiste à l'Assemblée nationale a qualifié l'intervention policière « *de faute humainement et politiquement grave* ». Marie-Christine Blandin, des Verts, présidente de la région Nord-Pas-de-Calais s'est déclarée « *choquée* » par l'intervention de la police qui, dit-elle, lui est apparue comme un contre-message par rapport au premier pas que constituait la rencontre (avec les associations de chômeurs) à Matignon.

Mais ce qui est choquant, et en même temps révélateur aux yeux des militants, des sympathisants, qui eux participent aux luttes et s'en sentent profondément et sincèrement solidaires, n'est-ce pas de voir ces compères, les uns au gouvernement et d'autres qui sont dans des partis qui y sont représentés, se partager ainsi les rôles, pour aider à faire passer les couleuvres?

Jean-Pierre VIAL

Chevènement pédale dans la poudreuse

Avec le ton du mépris tranquille et satisfait qui lui est propre, Chevènement, ministre de l'Intérieur, a justifié l'intervention des forces de l'ordre qui ont évacué les chômeurs occupant les ASSEDIC. Selon lui, la police a tout de même mieux à faire que de traîner dehors des occupants « *professionnels du sit-in* ». Chevènement considère que les chômeurs, le plus souvent membres d'associations, occupaient les ASSEDIC simplement pour satisfaire le besoin de s'asseoir illégalement dans quelques lieux publics.

Et qu'auraient de mieux à faire les forces de l'ordre? Selon le ministre, elles auraient à s'occuper des banlieues agitées où de jeunes « sauvageons » brûlent les voitures de leurs voisins, mais aussi... garantir la sécurité des skieurs dans les stations de sport d'hiver. On imagine en effet que la police qui règle l'intense circulation sur les pistes neigeuses joue là un rôle tout à fait prioritaire. Pour ne pas désespérer Courchevel, Chevènement a atteint les cimes.

En tout cas, si la police avait mieux à faire, elle n'avait qu'à laisser les chômeurs tranquilles!

A.V.

Les mesures de Jospin

DES MIETTES POUR LES CHÔMEURS

Alors que la police intervenait dans la plupart des sites des ASSEDIC occupés par des chômeurs, Jospin annonçait ses « mesures » pour les chômeurs. Il parle d'un milliard de francs pour alimenter le fonds d'urgence sociale. Comme le faisaient remarquer des chômeurs eux-mêmes, 1 milliard de francs, cela représente 333 francs par chômeur indemnisé, et encore, sans compter les Rmistes et tous les travailleurs précaires.

Mais en plus, ces sommes une fois dégagées, il faudrait faire des économies équivalentes pour ne pas « creuser le déficit budgétaire ». Quant aux autres mesures, elles ne sont encore que du vent : il s'agit de la nomination de Marie-Thérèse Join-Lambert, inspecteur des Affaires sociales, pour que ce milliard soit réparti ainsi que les aides d'urgence.

Enfin, il serait question d'examiner le cas des chômeurs de longue durée, en particulier ceux qui sont âgés de plus de 55 ans, et de remettre sur le tapis un projet de loi, présenté par le groupe communiste, et proposant que les chômeurs de longue durée, âgés de moins de soixante ans et ayant quarante années de cotisation de retraite, touchent 5000 francs au lieu des 3 200 francs ou 2 400 francs. Autant dire que Jospin propose moins que des miettes, car un milliard et une légère augmentation des allocations pour les chômeurs de longue durée de plus de 55 ans, ce n'est rien. Et puis, qu'est-ce que cela représente à côté des 1 500 milliards de bénéfices faits par les entreprises en 1996 et de ceux tout aussi considérables que l'on s'apprête à annoncer pour 1997? Si cela est du grain à moudre, il est visible au microscope seulement!

Ces propositions gouvernementales sont scandaleuses. Les chômeurs ne demandent pas l'aumône. Il faut de quoi permettre à tous dans la société de vivre correctement, de toucher un salaire décent, et d'avoir un travail qui ne ruine pas la santé. L'argent existe : il suffit de le prendre sur les profits!

Aline RETESSE

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

***Éditorial des bulletins d'entreprise* L'Étincelle**
du lundi 12 janvier 1998

RÉPONDONS À L'APPEL DES CHÔMEURS : MANIFESTONS TOUS ENSEMBLE MARDI 13 ET SAMEDI 17 JANVIER !

Ce gouvernement d'hypocrites a mal joué, en baratinant d'abord les chômeurs pour finalement envoyer la police les déloger des Assedic qu'ils occupaient. La colère des chômeurs en lutte s'est exacerbée et ils appellent les salariés à les rejoindre dans les manifestations qu'ils organisent cette semaine, mardi et samedi. Et ils ont parfaitement raison de nous appeler à les rejoindre, car nous sommes tous une même classe ouvrière. Qui, parmi nous n'a pas un ou plusieurs chômeurs dans sa famille, chez ses amis ou ses voisins ? Qui n'a pas la hantise de se retrouver bientôt à devoir pointer aux Assedic, puis en fin de droits ? Qui peut dire qu'il ne se retrouvera pas, comme la moitié des chômeurs (selon une enquête officielle), à ne même plus pouvoir se soigner parce qu'il n'y a plus d'argent pour les frais médicaux non remboursés !

Pour justifier l'intervention des flics, Jospin a eu l'aplomb de déclarer « *La société ne peut pas se passer de règles. On ne peut pas laisser occuper des lieux qui sont réservés justement aux chômeurs... Notre pays a besoin d'une parole d'autorité, une autorité républicaine, mais une autorité !* ». Mais c'est quoi, *ces règles*, sinon la loi du fric et des puissants qui fait qu'on a systématiquement diminué les indemnités de chômage depuis quinze ans tout en versant des centaines de milliards aux patrons qui licencient ? C'est quoi, cette société qui, pendant que la richesse globale s'accroît de façon vertigineuse, réduit plus de 7 millions de travailleurs au chômage total ou partiel et condamne les autres à la surexploitation ? C'est quoi, cette *autorité* qui protège cette société pourrie ?

Et ces lieux minables « *justement réservés aux chômeurs* », comme dit Jospin, ne seraient-ils réservés qu'aux chômeurs résignés à faire la queue au pointage, chacun isolé dans sa solitude et son désespoir ? Seraient-ils donc interdits aux chômeurs qui luttent et s'organisent ? Jospin veut bien de chômeurs de longue durée, mais pas d'occupants de longue durée ! Ah, le beau gouvernement socialiste, qui voudrait que chacun reste à sa place, les riches et les patrons dans leurs hôtels particuliers, les travailleurs au boulot et aux heures sup et les chômeurs... à la rue !

Eh bien, qu'à cela ne tienne. Occupons-la, la rue, et tous ensemble, en attendant de forcer les portes de leurs forteresses de luxe.

Le gouvernement de la « gauche plurielle » (sans oublier Gayssot et Voynet qui viennent de se solidariser des mesures d'expulsions policières) a cru s'en tirer à bon compte : d'abord en bluffant avec ces 500 millions de Francs qui n'étaient qu'une somme déjà votée, déjà dépensée, une vieille ardoise de l'État envers l'Unedic, puis en concédant vendredi dernier « un milliard » aux chômeurs. Primo, un milliard qui sort d'où ? Il ne s'agira que d'un redéploiement de crédits, où le gouvernement rognera sur d'autres dépenses sociales. Pas question de taxer les grands patrons : on habillera Pierre en déshabillant Paul. Secundo, ce milliard rapporté à trois millions de chômeurs inscrits, ça fait combien ? Trois cents francs d'aumône par personne ! A comparer aux 25 milliards de francs accordés en 1997 sous forme de cadeaux fiscaux aux deux millions de familles les plus aisées, soit une prime de 12 500 francs pour chacune d'entre elles. Un milliard à comparer aussi aux 150 milliards de subventions distribués chaque année par l'État aux grands patrons sous prétexte d'aide à l'emploi, sans autre résultat que de remplir un peu plus les coffres-forts. Un milliard enfin à comparer aux 1500 milliards de profits engrangés cette année par les grandes entreprises françaises.

Comme disait aux journalistes une chômeuse venue soutenir les occupants des Assedic de Nantes : « *Que Jospin essaie de vivre avec 2000 balles, qu'il aille faire ses courses chez Lidl et bouffe du pain à la fin du mois ! Qu'il arrête de nous prendre pour des mendiants !* »

Justement, les chômeurs ne sont pas des mendiants, mais des travailleurs en lutte qui donnent le coup d'envoi de cette année 1998. Car c'est évident, nous devrons tous nous unir pour dire stop à ce sale système et à ce gouvernement qui le protège en envoyant les CRS.

Leur société

Front National

LES COPAINS D'ABORD

Pour faire admettre sa xénophobie comme quelque chose de naturel, Le Pen a coutume de dire qu'il aime mieux sa fille que sa cousine. Les sentiments familiaux justifieraient la « préférence nationale ».

Cette boutade semble en tout cas recevoir une application littérale dans les mairies dirigées par le Front National. Ces municipalités travaillent en famille et embauchent à tour de bras conjoints, enfants, cousins, neveux, etc. Et qui dit famille, dit aussi famille politique : les adhérents et responsables du parti de Le Pen y sont accueillis à bras ouverts comme cadres ou chargés de mission.

Sans doute ce favoritisme de famille et de parti n'est pas réservé au Front National : la plupart des partis le pratiquent, dans les zones de pouvoir qu'ils détiennent, et d'autant plus que le chômage se fait davantage sentir. Mais un peu plus originale peut-être est l'affaire qui vient d'éclater à la mairie de Toulon, dirigée elle aussi par le Front National, où une employée tentait de vendre des promesses d'embauche : 6 000 F pour un poste de femme de service, 30 000 F pour deux emplois sans doute mieux payés.

Mis au courant de ces tentatives d'escroquerie, le chef de cabinet du maire n'a pas fait d'enquête ou dénoncé la chose et a dissimulé les preuves qu'il détenait. Ce chef de cabinet est par ailleurs conseiller municipal d'Hyères et responsable départemental du Front National.

Le Pen se présente parfois comme un Monsieur Propre de la politique : ce n'est pas l'image que donnent ses amis au pouvoir dans quelques villes.

Vincent GELAS

JUPPÉ, LE RETOUR

Plus de sept mois après la défaite électorale de la droite, Juppé, l'ancien Premier ministre, entend revenir sur le devant de la scène. Il a paraît-il pris du recul et a beaucoup réfléchi. Que ne l'avait-il fait plus tôt ! Seulement, à lire les résultats de ses réflexions livrées au *Figaro*, on se dit que décidément cet homme reste égal à lui-même et que le temps n'améliore en rien le personnage.

Revenant sur le passé, Juppé égrène les erreurs qui ont conduit à son échec. Pas les siennes bien sûr, car lui a eu la bonne politique. Mais voilà, Juppé était mal entouré et pour son malheur il a dû endosser les mauvaises idées de celui qui le nomma Premier ministre : Chirac.

Tout le mal est venu du président. Juppé était pour dissoudre l'Assemblée au lendemain de l'élection présidentielle, pas Chirac. Juppé aurait voulu s'affirmer plus franchement européen. Mais Chirac, encore lui, effaçait de ses discours le mot Europe. Juppé voulait en 1996 élargir son gouvernement en y faisant entrer des balladuriens, Sarkozy en l'occurrence. Mais Chirac, toujours lui, s'y opposa. Et ce n'est pas tout. Lorsque Chirac prit la décision de dissoudre l'Assemblée, Juppé proposa sa démission, refusée par devinez qui ? Chirac. Et ainsi, a expliqué un des amis de l'ex-Premier ministre, « *Chirac a privé Alain de tout espace. Alain n'a pas assez existé par lui-même. Les Français n'ont pas su qu'il avait une certaine idée de la France. Il en a une pourtant : moderne, européenne, libérale* ».

Mais maintenant que Juppé est libre, qu'il n'a plus à subir la tutelle et les diktats de son ancien patron de président, il va enfin pouvoir convaincre de ses idées modernes. Eh bien non ! Il ne sait que reparler de la baisse « des charges et des impôts ». Il continue à se vanter d'avoir allégé de 50 milliards les charges des entreprises, d'avoir entrepris la privatisation d'Air France et de France Télécom. Peut-être parviendra-t-il à convaincre des patrons qu'en ces domaines il pourrait faire mieux que la gauche, mais certainement pas la population qui a eu à souffrir de cette politique et qui d'ailleurs ne comprend pas pourquoi un gouvernement dirigé aujourd'hui par les socialistes, et auquel participent des ministres du Parti Communiste, s'engage lui aussi dans une telle voie.

Le Juppé pas nouveau revient en faisant la démonstration (mais pouvait-il faire autre chose ?) que ce n'est pas toujours dans de vieilles marmites que l'on fait les meilleures soupes.

Georges LATTIER

La France et les massacres du Rwanda

TARDIVES « RÉVÉLATIONS »

Presque quatre ans après les massacres de masse lancés par le régime qui tenait alors la capitale du Rwanda, Kigali, Le Figaro vient de lancer une enquête sur «le rôle de la France dans le génocide du Rwanda».

Ce journal rapporte ainsi comment les autorités françaises n'ont pas cessé de fournir des armes à leur allié rwandais, y compris quand, la lutte entre l'armée de Kigali et celle d'un FPR (Front populaire rwandais) appuyé par les puissances anglo-saxonnes tournant à l'avantage de ce dernier, la France fit voter par l'ONU un embargo sur les livraisons d'armes dans cette région de l'Afrique des Grands Lacs.

Selon *Le Figaro*, son enquête veut «*répondre à des questions en suspens depuis 1994*». Mais au fait, «en suspens» pour qui? Entre avril et juillet 1994, les autorités d'un régime ouvertement armé et protégé par la France ont massacré 850 000 personnes de l'ethnie tutsie, mais aussi des opposants appartenant à l'ethnie majoritaire alors au pouvoir, les Hutus. Mais dès le début du «génocide rwandais», des voix ont dénoncé la complicité, sinon le rôle direct de l'État français dans cette tuerie. Et cela, un peu partout... sauf en France et, en tout cas, pas dans les milieux tant politiques que journalistiques.

C'est qu'en France, en 1994, on se trouvait sous la seconde cohabitation, avec un président socialiste, Mitterrand, et un Premier ministre de droite, Balladur. Le président et son gouvernement étaient mouillés jusqu'au cou dans ce bain de sang, car ils soutenaient sans réserve un régime allié de la France mais contesté par des forces soutenues par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Mitterrand aurait déclaré que, «*dans ces pays-là, un génocide ce n'est pas trop important*», tandis que son ministre de droite à la Coopération, Rousselin, affirmait «*assumer l'héritage*». Qu'ils aient penché pour la gauche ou la droite, les grands journaux se taisaient sur la complicité de la France dans les exactions du régime de Kigali. Cela d'autant plus que la raison d'État, en l'occurrence la rivalité entre l'impérialisme français et ses concurrents anglo-saxons dans cette région d'Afrique orientale, valait bien que l'on ferme les yeux sur le fait que l'armée responsable des 850 000 victimes avait été formée et encadrée par des conseillers militaires français.

Courant 1994, quand des journaux français, avec bien du retard sur leurs homologues étrangers, commencèrent à poser des questions, les autorités répliquèrent en invoquant un «*complot anglo-saxon*» ou des «*rumeurs malveillantes*». Aujourd'hui, la majorité a changé, la présidence aussi, mais les réactions restent les mêmes.

Ainsi, le ministère des Affaires étrangères a démenti l'information du *Figaro* du 12 janvier selon laquelle un organisme officiel aurait fourni des armes au régime de Kigali durant les massacres et même durant l'été 1994, quand la France, sous couvert d'une opération Turquoise dite humanitaire, tentait de sauver la mise de son allié replié chez un autre dictateur ami de la France, Mobutu. Selon le Quai d'Orsay, la France aurait alors strictement respecté l'embargo sur les armes décrété par l'ONU. Aussi strictement, sans doute, que ses rivaux anglais et américains qui armaient les forces du FPR et allaient, dans la foulée, armer celles du futur tombeur de Mobutu, Kabila, avec les conséquences que l'on sait : de nouveaux massacres, cette fois au Zaïre.

Les «révélations» du *Figaro* peuvent rappeler certaines choses, mais viennent bien tard, et de toute façon trop tard pour les centaines de milliers de victimes rwandaises et zaïroises des rivalités entre impérialismes français, américain et britannique. Et cela ne doit, en aucune façon, faire oublier que les dirigeants des partis de gauche comme de droite qui ont mené cette politique, sont co-responsables de ces nouveaux crimes de masse perpétrés en Afrique par les bourgeoisies de pays dits civilisés. Les médias, qui avaient des correspondants sur place et n'ignoraient rien de ce qui se tramait, y ont aussi, ne serait-ce que par leur mutisme, leur part de responsabilité.

En ce moment, journaux et hommes politiques se congratulent pour le rôle que la presse a joué, il y a juste un siècle, dans le dénouement de l'affaire Dreyfus. Ceux d'aujourd'hui ne passeront pas à la postérité pour leur courage...

P.L.

Gamma-Bassignac

Lors de «l'opération Turquoise», le ministre des armées de l'époque, Léotard, en visite auprès des militaires français au Rwanda.

LA GÉNÉRALE DES OFFRES DE PANTOUFLAGE

On savait que la Générale des Eaux s'occupait, entre autres, de la reconversion des déchets et du traitement des eaux usées. Elle s'occupe aussi de la reconversion en masse des politiciens de droite. Depuis septembre, d'après *Le Monde*, cette compagnie serait même devenue leur «principale terre d'accueil» dans le privé.

Ainsi Jean-Pierre Denis, ex-secrétaire-adjoint de la présidence de la République, vient d'être nommé conseiller du président de la Générale des Eaux. Alain Marsaud, ex-député RPR, a été nommé «directeur adjoint du pôle eau», sans doute pour avoir bu la tasse aux dernières élections. Et une flopée d'anciens conseillers ou directeurs de cabinet de ministres de droite se serrent les coudes dans les «pôles» où on leur a taillé une place.

Il ne faut sans doute pas surestimer leurs connaissances dans ces domaines. Mais ce qui compte pour la Générale, ce sont les connaissances qu'ils ont gardées chez les élus et dans l'administration. Et l'important, c'est plutôt un bon carnet d'adresses pour une entreprise qui fait surtout son liquide en empochant des marchés publics. Car pour mettre dans sa poche, comme récemment, des réseaux comme celui des fibres optiques de la SNCF ou du futur réseau informatique de la santé, il faut d'abord un bon réseau... de relations dans les ministères et les allées du pouvoir.

Et, de toute façon si leur influence ne suffit pas, après quelques années de «pantouflage», ces hauts fonctionnaires reviendront un jour ou l'autre aux affaires et ne manqueront pas de renvoyer l'ascenseur.

Cette débauche fait dire à un commentateur que le PDG Jean-Marie Messier «*est en train d'inventer les économies d'échelle dans le trafic d'influence*». A la Générale des Eaux, on n'est quand même pas des artisans.

D'ailleurs, la société recrute aussi à gauche. Ainsi, Thierry de Beaucé, ancien ambassadeur et secrétaire d'État auprès des Affaires étrangères sous Mitterrand, a été nommé délégué du groupe pour les affaires internationales.

La Générale des Eaux a bien souvent défrayé la chronique dans des affaires de corruption. Mais là, on ne peut pas l'accuser d'acheter des hommes politiques : elle en fait directement ses salariés!

Christian BERNAC

La crise financière

NOUVEAUX REMOUS BOURSIERS EN ASIE DU SUD-EST

A peine les « experts » financiers occidentaux avaient-ils fini de se féliciter de la hausse record des cours boursiers dans les pays riches, en 1997, que les places boursières ont été agitées de nouveaux remous.

Au cours des dix premiers jours de janvier, les indices boursiers se sont remis à la baisse sur la plupart des places boursières. Dans les pays riches, la baisse reste encore modeste, allant de 2,5 % à Londres à 6,2 % à Paris. En revanche, après une courte stabilisation des cours à la fin de 1997, il semble que la dégringolade des marchés du sud-est asiatique ait repris de plus belle : baisse de 10 % en Thaïlande et à Taïwan, de 18 % en Malaisie et aux Philippines.

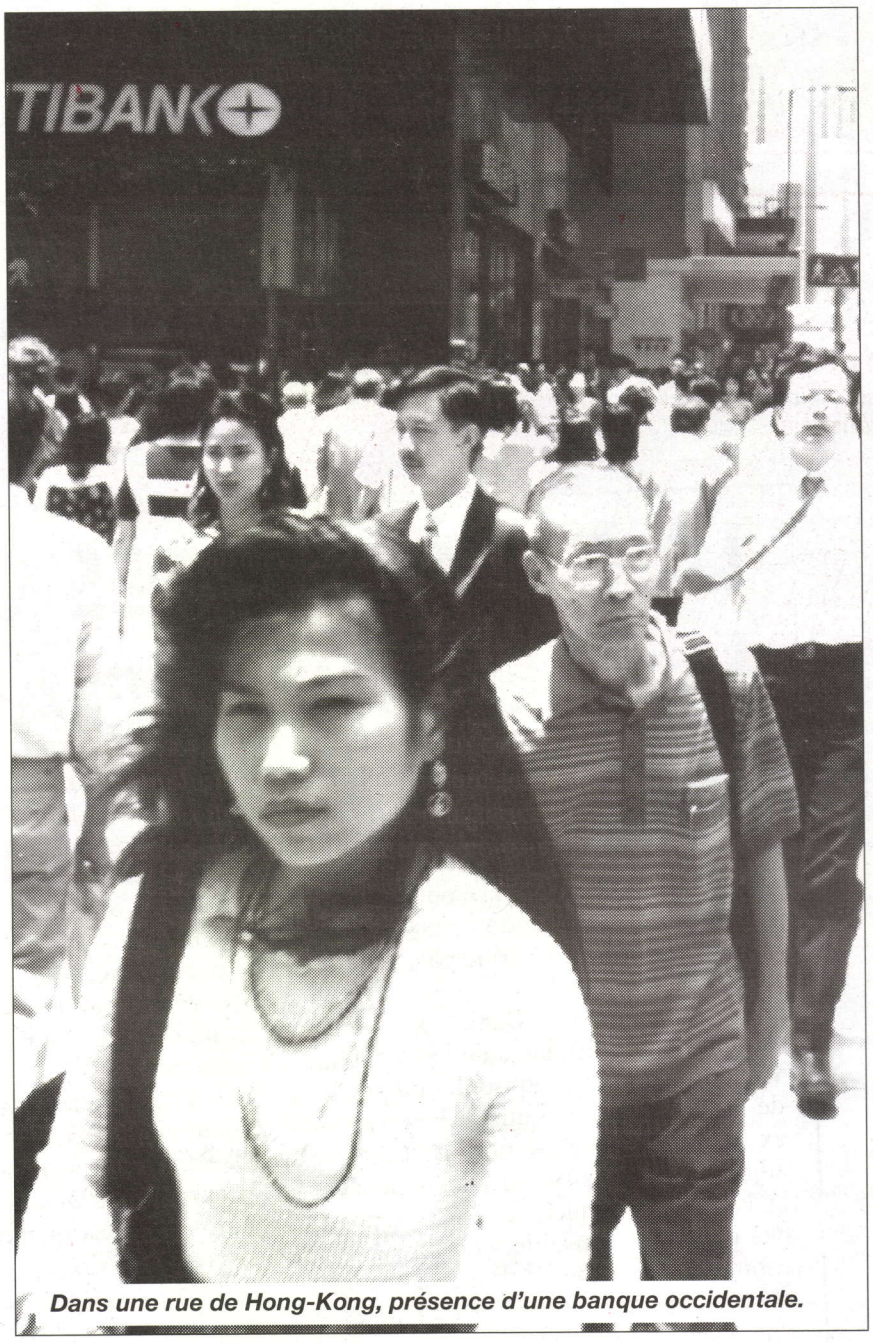
Les avant-postes de l'impérialisme touchés

Mais, cette fois-ci, ce sont surtout Hong-Kong et Singapour qui ont été les plus affectées, avec des chutes de 24 % et 29 % respectivement. Or ces deux micro-Etats occupent une place particulière dans la région, où ils sont des comptoirs commerciaux de première importance dans le commerce entre l'Asie et le reste du monde en même temps que les postes avancés des grandes entreprises financières des puissances impérialistes dans la région.

C'était d'ailleurs une chute brutale des cours à la Bourse de Hong-Kong (la 7e du monde par la valeur des actions cotées) qui, le 22 octobre dernier, avait marqué le début de la chute des cours boursiers asiatiques et provoqué une onde de choc qui avait affecté les Bourses du monde entier.

Néanmoins, jusqu'à présent, ces deux micro-Etats ont mieux résisté à la crise financière que leurs voisins. En particulier, contrairement à ceux-ci, les monnaies de ces deux pays ont été peu affectées : à Hong-Kong, son cours est resté inchangé face au dollar, tandis qu'il a baissé de 10 % à Singapour.

LO



Dans une rue de Hong-Kong, présence d'une banque occidentale.

Or l'un et l'autre de ces pays souffrent de la même bulle spéculative qui, en explosant, a entraîné l'écroulement de leurs voisins. Ainsi, à Hong-Kong par exemple, 47 % des investissements étaient liés à la spéculation immobilière en octobre dernier. Seule l'intervention des États, qui sont également les plus gros propriétaires immobiliers de ces îles, a pu empêcher l'écroulement brutal du marché immobilier dans ces deux pays. Mais ce faisant, ils n'ont fait que reculer le problème sans le résoudre, repoussant tout au plus les faillites de quelques mois.

Mais les États de ces pays n'ont pas pu absorber de la même façon les contrecoups de la dégringolade monétaire des pays voisins. C'est ce qu'illustre la mise en liquidation de Peregrine Investment Holdings, le 12 janvier. Peregrine était un fonds de placement boursier de Hong-Kong, spécialisé dans les opérations à haut risque et à ce titre l'un des bénéficiaires de la bulle spéculative de ces dernières années. Et c'est l'un de ces placements (un prêt à une société indonésienne qui s'est soldé par une perte sèche de plus d'un milliard de francs, suite à la chute de la monnaie indonésienne) qui a incité les banques créancières de Peregrine, en lui refusant de nouveaux crédits, à arrêter la fuite en avant spéculative dans laquelle elle s'était engagée.

Et les difficultés de Peregrine et d'un certain nombre d'opérateurs boursiers du même type, exposés aux mêmes risques, ont sans doute été pour quelque chose dans la dégringolade de ces derniers jours à Hong-Kong et à Singapour.

Contrecoups bancaires et risques de contagion

Mais bien plus que les faillites d'entreprises locales, l'effondrement des Bourses de Hong-Kong et de Singapour, s'il se poursuit pourrait poser de gros problèmes aux grandes banques internationales.

En effet, ces deux pays représentent à eux seuls plus de la moitié des prêts bancaires internationaux au sud-est asiatique – près de deux fois autant que la Corée du Sud, dont la menace de banqueroute a déjà provoqué en décembre une réaction fébrile de la part des grandes banques internationales.

L'essentiel de ces prêts (80 % pour Hong-Kong) sont des prêts à court terme, c'est-à-dire à des fins purement spéculatives. Une partie sont en fait des prêts indirects à d'autres pays de la région, et sont probablement déjà en partie irrecouvrables. Le reste de ces prêts, ainsi que les capitaux placés par les filiales des grandes banques internationales dans ces pays (à Hong-Kong, 80 des 100 premières banques mondiales ont des filiales locales) dépend surtout de la santé des marchés boursiers locaux.

On ne connaît pas le montant exact des dettes et investissements qui sont en cause pour chaque banque. Mais on sait par exemple que, tout comme en Corée, le Crédit Lyonnais et la Société Générale, entre autres, sont très engagées (la Société Générale était d'ailleurs l'un des quatre banquiers de Peregrine). C'est sans doute cet engagement des banques françaises qui conduit la presse à parler de plus en plus de contrecoups probables pour les profits en France. Est-ce une façon de réclamer, au nom des banques qui se trouvent ainsi en difficultés pour avoir profité de la spéculation au sud-est asiatique, une aide que l'État ne manquera pas de donner, tout en préparant l'opinion publique à cette idée ? L'avenir le dira.

Mais les contrecoups bancaires ne sont que l'un des risques que présente l'effondrement boursier au sud-est asiatique, et pas forcément le pire. Comme on l'a déjà vu en octobre dernier, les marchés boursiers peuvent très bien généraliser quasi instantanément une crise boursière apparemment régionale.

Les masses énormes de capitaux flottants qui se déplacent au gré des appétits de profits, ou des craintes de leurs propriétaires, n'ont que faire des tentatives des gouvernements pour restaurer la stabilité du système, d'autant moins qu'ils opèrent avec l'idée qu'en fin de compte, les États ou les autorités internationales interviendront, le cas échéant, pour combler leurs pertes.

Mais passé une certaine échelle, la brutalité de ces mouvements de capitaux peut créer des remous tels que les autorités financières internationales seraient impuissantes à en contrebalancer les effets. Et c'est là que se trouve le danger, un danger que la chute de marchés boursiers au caractère international tels que ceux de Hong-Kong et de Singapour rend encore plus menaçant.

François ROULEAU

Indonésie

C'EST LA QUI I

Effondrement de la monnaie et de la Bourse, scènes de panique et de pillages, d'émeutes, l'Indonésie a connu une nouvelle aggravation de la crise économique et sociale.

La roupie indonésienne a en effet encore perdu de la valeur, la baisse atteignant maintenant, en six mois, 75 % par rapport au dollar. Une des conséquences d'un tel effondrement est le renchérissement de tous les produits importés, en particulier du riz, et le rationnement de bon nombre de produits de première nécessité. De plus, la population cherche naturellement à échanger contre des marchandises des roupies qui perdent leur valeur d'heure en heure. Si

Au sommaire de la Lutte de Classe n°32 janvier 98

- **Extrême-Orient :** Le Japon, second impérialisme mondial, frappé par la crise financière.
- **Russie :** Quand la bureaucratie « privatise » son propre État.
- **Italie :** Un Olivier aux fruits amers.
- **Guadeloupe :** Les nationalistes à la recherche d'un second souffle.
- **Tribune de la minorité :** Algérie : le front social, le seul qui puisse briser l'étau du terrorisme islamiste et des brigades de la mort du régime militaire

Prix : 10F – Envoi contre 12 F en timbres

Pologne L'AVORTEMENT À NOUVEAU INTERDIT

Fidèle au moins à une de ses promesses électorales – pour ce qui est de l'amélioration économique, les Polonais repasseront… – la majorité de droite élue à l'automne dernier en Pologne vient de rétablir l'interdiction de l'avortement. Ainsi, suite à un vote de l'Assemblée Nationale mercredi 17 décembre, c'est la loi de 1993, celle qui interdisait quasi totalement l'avortement sous peine de deux ans de prison, qui revient en vigueur.

Cette décision, si elle a fait couler de l'encre dans la presse libérale française, risque surtout de ne faire qu'aggraver la vie quotidienne des Polonaises. Car si la gauche précédemment majoritaire au Parlement avait fini, extrêmement lentement, par transformer la loi de 1993, elle n'avait pas supprimé la clause d'éthique qui permettait aux médecins et au personnel hospitalier de refuser de pratiquer des avortements. Dans bon nombre de petites villes, la pression des milieux catholiques les plus réactionnaires était particulièrement forte. Cela s'était illustré, par exemple, par le refus de l'Eglise d'une ville de province d'organiser les funérailles d'un médecin qui pratiquait des avortements, avant même que la droite ne gagne les élections, ou encore la multiplication dans les cimetières de monuments aux morts avec Vierge Marie, dédiés aux « fœtus assassinés ». Tout cela, ajouté au démantèlement du système de santé, multipliait donc déjà les obstacles à l'avortement, même légal.

La décision du Parlement, si elle est particulièrement odieuse, s'inscrit surtout dans un climat où les pires réactionnaires se sentent confortés, comme en témoigne l'affaire de Radio-Maryja : cette radio, ultra-réactionnaire, où l'on insulte à longueur d'émission quiconque est soupçonné d'être un peu libéral (récemment les partisans de l'avortement y ont été comparés à des nazis), a 3 millions d'auditeurs et plusieurs milliers de supporters organisés dans les paroisses. Poursuivie en justice par des députés de gauche, et même par le primat de Pologne Glemp, qui est loin d'être un progressiste, elle n'en a a pas moins continué sur sa lancée, recevant le soutien de 106 députés d'une des formations de droite qui a remporté les élections. Dans le même registre, en ce moment, une partie de la presse s'interroge pour savoir si le fait que la Pologne puisse entrer dans l'Union Européenne ne risque pas de lui faire perdre ses traditions… Bref, si on se demande jusqu'à quel degré de bêtise les réactionnaires les plus frustes peuvent aller, la Pologne en ce moment donne un bon exemple !

Nadine MALTER

…A CLASSE OUVRIÈRE …EST SAIGNÉE

Gamma

Le ministre des Finances et le gouverneur de la banque Centrale de l'Indonésie présentent un slogan « J'aime la roupie » en Indonésien. La population pauvre « aime » également les roupies. Le problème c'est qu'elle n'en a pas !

les analystes et les patrons d'ici s'interrogent et soupèsent les conséquences que peut avoir la crise asiatique sur l'économie occidentale et leurs profits, pour la classe ouvrière de là-bas les conséquences sont d'ores et déjà dramatiques.

Les licenciements sont massifs. Depuis quatre mois, on estime que 2 millions de personnes ont perdu leur travail. Rien que dans le textile, 500 000 personnes ont été mises à pied. Le ministère du Travail vient de prédire 6 millions de chômeurs en 1998, pour une population active estimée à 90 millions. Et selon le syndicat All Indonesian Workers Union, il faudrait s'attendre pour la même année à 3 millions de licenciements. De plus, la Malaisie, pays voisin touché aussi par la crise, a annoncé l'expulsion immédiate de plusieurs centaines de milliers d'immigrés indonésiens.

Le pouvoir d'achat, déjà faible, est en chute libre. Le gouvernement indonésien a annoncé le blocage du salaire des fonctionnaires, alors que les prix des denrées alimentaires ne cessent d'augmenter. Dans plusieurs régions de l'Est déjà touchées par la sécheresse, on signale des famines.

Les incidents semblent se développer. A Bandung, une ville de 2 millions d'habitants, la presse relate que les forces de l'ordre ont dû affronter une foule en colère en tentant d'expulser les milliers de vendeurs ambulants qui disposent leur étal dans les artères principales. Face aux risques d'explosion sociale, un général a annoncé que l'armée était « *prête au pire* » et qu'elle se trouvait « *en état de préalerte pour se rendre en quinze minutes sur le lieu de tout trouble éventuel* ».

En tout cas, la répression, ce n'est pas ce qui ferait hésiter Suharto, qui est depuis 32 ans le sinistre dictateur de Djakarta. C'est en effet en 1965 que Suharto est parvenu au pouvoir par le massacre de plusieurs centaines de milliers de partisans du Parti Communiste Indonésien. C'est sur le dos d'une classe ouvrière muselée et d'un mouvement ouvrier décapité qu'il a bâti son pouvoir et surtout la fortune personnelle de sa famille, fils et petits-fils compris. C'est ce régime corrompu et sanguinaire qui a attiré les « délocalisations » et surtout les capitaux spéculatifs. Et c'est la population, qui n'a jamais profité du prétendu « décollement économique », qui subit de plein fouet son effondrement.

Le FMI a fait la leçon à Suharto et menacé de ne pas verser la deuxième tranche de 3 milliards de dollars de crédits prévue en mars prochain. Mais ce n'est pas pour qu'il aide la population, bien au contraire. Ce que le FMI et après lui le représentant américain ont regretté, c'est qu'il ne revoie pas à la baisse les perspectives de croissance pour 1998, en taillant encore davantage dans les dépenses publiques.

Que les peuples d'Asie du Sud-Est soient saignés à blanc et affamés, mais que l'on continue à rembourser les dettes contractées auprès du capital occidental, avec les intérêts faramineux ! Voilà tout le sens de « l'assistance du FMI ».

Christian BERNAC

SNECMA
Région Parisienne

EMBAUCHEZ LES INTÉRIMAIRES !

Depuis quelques mois, la Snecma emploie des intérimaires pour absorber la charge de travail supplémentaire. En effet les commandes continuent à grimper, les caisses sont pleines, mais d'embauches, il n'en est pas question, sauf au compte-gouttes !

Il y a actuellement 43 travailleurs intérimaires à l'usine Snecma de Corbeil. Certains sont embauchés à la fin de leur contrat, d'autres pas. Pourtant le plus grand nombre espèrent décrocher un contrat à durée indéterminée, et en finir avec la galère des petits boulots, des CDD et de l'intérim.

C'est le cas de l'un d'entre eux sur le site de Corbeil. Le contrat de cet intérimaire arrive à son terme en ce mois de janvier. Avant les fêtes, les chefs de son atelier lui avaient promis de l'appuyer, étant donné ses compétences et la satisfaction qu'il avait donnée. Mais changement de musique au retour des congés de fin d'année : plus de travail pour lui ! Tout d'un coup, la Snecma n'avait plus besoin de tourneur dans ce secteur.

Pour en savoir plus, tout son atelier a débrayé jeudi 8 janvier et est allé demander des comptes à la chef du personnel. Même réponse que précédemment.

Les travailleurs ont donc demandé que leur collègue soit alors embauché dans un autre secteur de l'usine. Mais là, l'argument change : la direction ne veut pas embaucher aujourd'hui qu'il y a du travail, car il n'y a pas de certitude pour les années à venir, et elle sera peut-être obligée de licencier plus tard si la conjoncture économique va mal !

Quel argument ! Si l'on comprend bien, faire un chômeur tout de suite plutôt que dans 4 ou 5 ans, c'est l'objectif social de la Snecma. D'après elle, autant que ce salarié s'habitue tout de suite à la misère !

Face au refus de la direction d'embaucher, les syndicats CGT et CFDT ont appelé les travailleurs de toute l'usine à un débrayage pour soutenir ce salarié. Environ 700 salariés ont participé aux débrayages sur les 3 équipes. La direction ne voulant toujours pas céder, il a fallu recommencer le lendemain vendredi.

Cette situation s'est déjà produite à Villaroche et à Gennevilliers en décembre dernier. Sur ces deux centres Snecma, les travailleurs se sont battus pour l'embauche de plusieurs intérimaires, avec succès. A Corbeil, rien n'est encore joué. La direction a fait un premier recul en proposant une embauche en CDI à notre collègue, dans une filiale ou une entreprise sous-traitante. A nous tous de surveiller s'il s'agit d'une entourloupe ou d'une réelle volonté de la direction de régler favorablement la situation d'un salarié qu'elle a su utiliser pendant 18 mois.

Pour gagner, il va falloir se préparer à mettre sévèrement les pieds dans le plat, pour ce salarié et pour tous les intérimaires dont le contrat va arriver à terme dans les semaines à venir.

Correspondant LO

LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS À FOURMIES

À Fourmies (15 000 habitants) dans le Nord le taux de chômage avoisine les 30 % d'après le maire, sans qu'on sache bien si les très nombreux CES, travailleurs à temps partiel, intérimaires qui ne trouvent de contrat que trois ou quatre mois par an, jeunes inscrits sur aucune liste, etc. sont comptabilisés.

Un « comité de lutte et de défense des salariés privés d'emploi de Fourmies et de sa région » a été créé, au mois de septembre, dans le cadre de l'Union locale CGT. Les quelques militants qui ont commencé n'étaient pas tous chômeurs, mais tous voulaient s'adresser aux travailleurs sans emploi en leur proposant de les aider dans leurs démarches pour faire respecter leurs droits ou obtenir des aides d'urgence ; en leur proposant une forme d'organisation (le comité propose systématiquement l'adhésion à la CGT, avec un timbre mensuel à 10 F) et en insistant toujours sur le fait que les travailleurs, avec ou sans emploi, ont fondamentalement les mêmes intérêts.

Les premières « actions » furent modestes, telles que des distributions de tracts pour annoncer l'existence du comité ; des constitutions et des remises collectives de dossiers à la mairie et à la Caisse d'allocations familiales. Mais elles permirent à quelques-uns de rejoindre le comité et, pour ceux-là, c'était leur première organisation.

Une pétition, pour appuyer la demande d'une prime exceptionnelle pour les chômeurs, fut proposée dans toute la ville et très largement signée. Une prise de parole devant l'ASSEDIC eut lieu. Ce fut encore l'occasion de trouver quelques nouveaux membres et de voir que le comité recevait le soutien, au moins moral, de la population.

Aussi, à la nouvelle que des antennes ASSEDIC étaient occupées dans le Midi et à Arras, le comité décida d'occuper celle de Fourmies. Ce qui fut fait le lundi 29 décembre.

Le responsable local de l'ASSEDIC décida de fermer boutique. Et ce Monsieur trouva immédiatement des fonds pour payer la visite d'un huissier (500 F) et embaucher un vigile. Ce qui fit dire aux occupants que leur mouvement avait déjà servi à créer un emploi !

Pendant dix jours, y compris le Réveillon, le hall de l'ASSEDIC servit donc de point de ralliement, de salle de réunion, de cantine, de dortoir et même de crèche et de garderie, tandis que les drapeaux rouges, fièrement accrochés sur les grilles de la rue, et la banderole attiraient un certain nombre de travailleurs.

Le maire (PCF) a fait une courte visite, assurant les occupants de son soutien et obtenant des ASSEDIC qu'ils ne coupent pas l'électricité et le chauffage. Certains commerçants de la ville ont fourni des vivres.

Le sous-préfet, à l'image du gouvernement, mais avec deux jours d'avance, a en même temps assuré qu'il transmettrait les demandes d'aides d'urgence... et envoyé la police, dès le mercredi 7 janvier ! Quelques policiers n'étaient pas trop fiers de ce qu'ils faisaient, l'un d'eux expliquant discrètement qu'il avait deux gosses au chômage et qu'il aurait préféré être ailleurs...

Huissier et officiers étaient tellement pressés d'en finir qu'ils ont enfermé le malheureux vigile dans l'ASSEDIC. Il a dû, le lendemain matin, téléphoner à une militante du comité pour qu'elle vienne le délivrer. On ne sait pas à ce jour s'il a obtenu que ses heures supplémentaires involontaires lui soient payées !

Le comité est sorti renforcé, en nombre et en moral, de cette occupation. Mais le problème des chômeurs reste entier. Tous les membres du comité sont bien d'accord sur le fait qu'il faut obtenir des aides d'urgences et qu'on ne peut les avoir qu'en continuant à se battre. Mais seuls certains des militants qui sont à l'origine du comité disent clairement qu'à plus longue échéance il faut aller vers un mouvement d'ensemble des travailleurs, avec ou sans emploi, et s'en prendre aux profits des grandes entreprises.

Pour l'instant, les mesures de Jospin n'ont satisfait personne. Lundi 12 janvier il y avait entre 60 et 70 chômeurs et militants rassemblés devant l'Union locale CGT. Il fut proposé qu'on rajoute aux revendications de relèvement des « minimums sociaux » le fait d'obliger le patronat et l'État à créer des emplois en les finançant sur les profits. Puis une manifestation s'est formée et a traversé la ville avant un nouveau rendez-vous pris pour aller à la chambre patronale, mardi 13 janvier, avec les camarades de Maubeuge.

ATAL
Laon (Cher)

LICENCIÉS... PUIS RAPPELÉS EN INTÉRIM

ATAL, entreprise de fabrication de meubles de bureau, est implantée à Laon, Chinon et Arnay-le-Duc. Elle fait l'objet depuis février 1997 d'une procédure de redressement judiciaire, l'actionnaire, le groupe anglais Bullough, s'étant déclaré en cessation de paiement.

L'ancienne direction est restée entièrement en place. Depuis février dernier, on ne nous parle que d'être « productif » afin d'avoir plus de chances d'attirer un « repreneur ». Mais, avant que le premier d'entre eux ne montre son nez, la direction, appuyée par l'administrateur judiciaire, a décidé une saignée à blanc dans le personnel : 150 personnes, en comptant quelques départs dits « volontaires », ont été licenciées rien qu'à Laon, sur les 372 salariés que comptait l'usine.

Aujourd'hui, les ouvriers produisent à un rythme jamais vu. On travaille à raison de 42 heures par semaine. Comme cela ne suffit pas, la direction a fait appel en décembre et janvier à 25 intérimaires, en précisant cyniquement que les anciens d'ATAL seraient pris en priorité. Le drame du chômage est tel qu'un certain nombre de personnes licenciées en avril sont revenues dans ces conditions, d'autres refusant d'en entendre parler.

La direction et l'administrateur judiciaire, qui la chapeaute, ne pouvaient pas prévoir, en avril, quel serait l'état des commandes six mois ou un an plus tard. Mais, dans le doute, ils ont préféré tailler dans le vif, en jetant toute une partie du personnel à la rue, quitte ensuite à être prêts à reprendre une partie des mêmes en intérim pour faire face à la production !

Correspondant LO

Renault, PSA

LES INDUSTRIELS DE L'AUTOMOBILE PLEURENT LES POCHES PLEINES

Arc

Terminal de voitures à Peugeot-Sochaux

A l'occasion des bilans de fin d'année, la grande presse s'est faite le relais des patrons de l'automobile s'apitoyant sur «l'année noire» qu'aurait été 1997. Les ventes d'automobiles ont baissé : il n'y a eu que 1,7 million de voitures neuves vendues en France soit 19,7% de moins qu'en 1996. C'est le plus bas niveau depuis 1975!

Il faut quand même un culot monstre pour présenter la chose presque comme une catastrophe nationale. D'abord 1996 avait été une année dopée par les primes gouvernementales, «jupettes» et autres «baladurettes»; les constructeurs estiment, un an après, à 130 000 (8% des ventes) le nombre de voitures achetées en 1996 au lieu de 1997 grâce à ces primes! Mais elles ont quand même bien été achetées, ces voitures, et si la population a avancé ces achats de quelques mois, c'est pour profiter de ces primes. Le niveau des salaires ne permet pas souvent d'acheter une voiture neuve!

Si le marché national est plus petit, cela n'a pas empêché Renault et PSA de réaliser des bénéfices très confortables, approchant le milliard pour PSA et le dépassant pour Renault. PSA qui totalise 52 milliards de francs de bénéfices en 11 ans s'est ainsi constitué des réserves financières considérables; Renault, lui, a accumulé 40 milliards en 9 ans.

En fait, le chiffre d'affaires de Renault est en hausse de 11% et les volumes respectifs de production des deux grands constructeurs sont en hausse. Pourquoi? Tout simplement parce que ce qu'ils perdent comme ventes ici, ils le regagnent en vendant à l'étranger. Leurs exportations depuis plusieurs années ne cessent d'augmenter au point de représenter aujourd'hui 70% de ventes pour Renault et 72% pour PSA. Ils profitent d'ailleurs aujourd'hui des prodettes, primes du gouvernement italien de Romano Prodi qui a aussi dopé le marché italien progressant sur 12 mois de 42%, et de primes similaires du gouvernement espagnol... Et même au Japon, leurs ventes sont bonnes : la Mégane Scénic y a été élue voiture de l'année!

Pour améliorer leurs ventes à l'étranger, rien de tel que de construire des véhicules sur place. Des usines Renault, Peugeot ou Citroën, existent un peu partout dans le monde, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et jusqu'en Inde et en Chine.

Mais ce que Renault et PSA font, les autres constructeurs automobiles du monde entier le font aussi et vendent sur le marché français aux prix les plus attractifs possible.

La concurrence leur a déjà imposé de baisser un peu leurs prix et ils en veulent plus pour maintenir leurs profits ou les augmenter.

Eh oui, ces pauvres constructeurs nationaux ne possèdent que 55% du marché national alors qu'en 1980 ils en avaient 77%. C'est dur la mondialisation! Ils ne parlent plus d'une nouvelle jupette (aujourd'hui, ils sont contre, disent-ils, car cela aurait «des effets négatifs») ils veulent continuer à augmenter la productivité du travail. PSA, par exemple, s'est fixé 10% d'amélioration par an. Pour cela, il faut rajeunir la pyramide des âges disent les deux constructeurs français. Une expression bien pompeuse pour dire qu'ils veulent se débarrasser des ouvriers les plus anciens et les plus fatigués et les remplacer par des jeunes moins nombreux, moins payés et plus costauds. Et ils veulent que l'État paye, par exemple par le biais du FNE. Il y a un an, ils avaient évalué ainsi à 40 000 le nombre de départs d'ouvriers les plus âgés qu'il faudrait faire financer... mais pour l'instant l'État n'a pas voulu payer.

Alors la bataille pour l'obtenir continue et l'arrivée de Toyota à Valenciennes qui ne va embaucher que des jeunes, a encore été l'occasion pour PSA et Renault de rappeler leur objectif. Leurs réserves financières ou leurs bénéfices leur permettraient facilement de financer eux-mêmes ces départs bien mérités. Il est donc important de faire croire que tout va mal pour obtenir les subsides de l'État et la presse ne se fait pas prier, comme si elle était aux ordres des patrons!

Alors il serait temps qu'on cesse d'aider ces grands patrons qui ont licencié massivement et qui sont responsables donc de la situation de chômage actuelle, qu'on interdise à ces licencieurs de continuer et qu'on les oblige à financer les embauches sur les bénéfices accumulés!

Il y a encore de la lumière à faire

Deux historiens allemands viennent de publier un livre de 1000 pages dans lequel ils décrivent comment, sous le nazisme, avant et pendant la guerre, les usines Volkswagen ont fonctionné avec des déportés des camps de concentration comme ouvriers ou plutôt comme esclaves. À l'époque, le patron de Volkswagen, Ferdinand Porsche était un ami d'Hitler. Les patrons d'aujourd'hui ont refusé de dévoiler les archives de la firme.

Parmi les sociétés qui continuent à cacher leurs archives sur l'époque, le journal *Le Monde Diplomatique* cite : Ugine, Paribas, Rhône Poulenc et... Peugeot.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière – *Citroën Saint-Ouen*

Alcatel-Vélizy (Yvelines)

MÉCONTENTEMENT SUR LES SALAIRES ET LES HORAIRES DE TRAVAIL

A Alcatel Vélizy, la fin de l'année a été marquée par un ras-le-bol des ingénieurs, administratifs et techniciens. Dans cette entreprise de télécommunications, des milliers d'heures, non payées, sont effectuées chaque mois.

En novembre la direction annonçait sa politique salariale pour les ingénieurs et cadres : 0% d'augmentation de salaire de base pour 75% d'entre eux qui ne devraient se contenter que d'une prime allouée en fonction des performances! Pour les autres catégories de salariés (employés, techniciens) elle annonçait la suppression de l'augmentation générale, remplacée par une augmentation individuelle, et la suppression d'une prime annuelle de 3000F.

La direction, décidée à ne faire aucun geste, enfonçait le clou en nous supprimant les ponts de 1998, ponts que nous avons toujours habituellement. Il faut aussi souligner que tout ceci se passe dans un contexte de plan social (1511 suppressions de postes pour l'ensemble des établissements Alcatel CIT).

Le personnel a donc voulu signifier son mécontentement en participant bien plus nombreux que depuis des années aux actions des syndicats. A l'appel des syndicats CGT et CFDT, chaque mardi une assemblée générale d'une heure réunissait en moyenne 300 salariés.

Symboliquement une majorité de salariés sortaient le jeudi avant 18 heures, action destinée à marquer le coup sur les «sur-horaires». De multiples affichettes, sur la politique salariale d'une part et les stocks-options distibuées aux hauts cadres d'autre part, sur les horaires d'un côté et les suppressions de postes de l'autre, ont été collées un peu partout. Mais c'est surtout le personnage «Motivator» (DRH d'Alcatel) créé et mis en bande dessinée, avec parution chaque semaine, qui a emporté un vif succès.

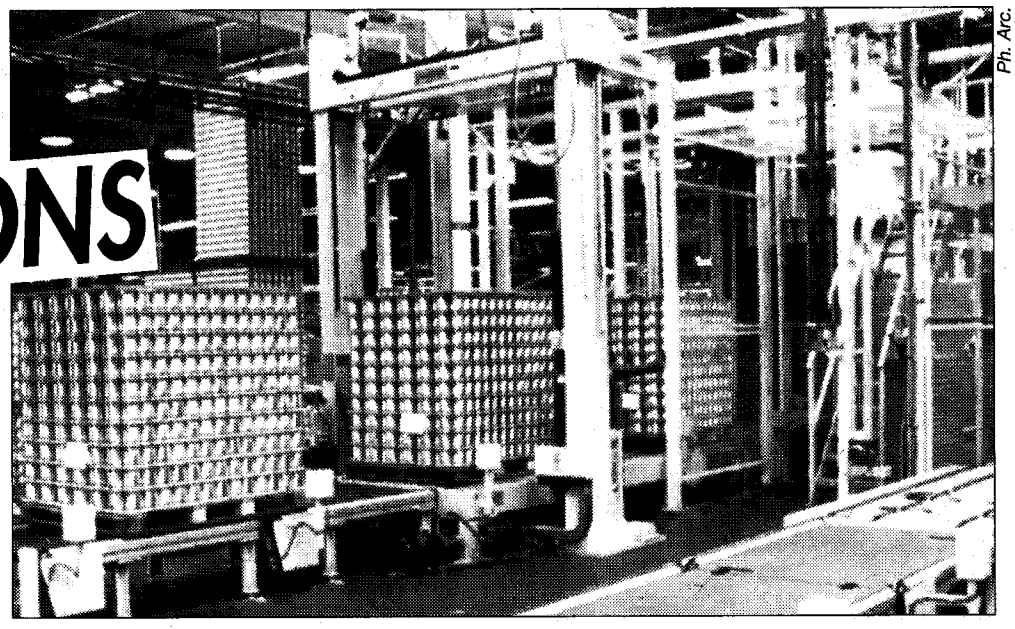
Alcatel, dont le secteur des télécoms est en pleine expansion, a largement les moyens d'augmenter les salaires et d'embaucher.

Nous avons pris date en ce début d'année pour une manifestation à la fin du mois de janvier lors des réunions organisées par la direction. Mais, nul doute qu'il faudra passer à la vitesse supérieure pour la faire reculer.

Correspondant LO

Carnaud Metalbox Laon (Aisne)

COMMENT LES PATRONS AGGRAVENT LE CHÔMAGE


Ph. Arc.

Le groupe Carnaud Metalbox a décidé de supprimer, fin 97-début 98, 157 postes sur les 1631 personnes dans sa branche fabriquant des boîtes de conserve alimentaires.

Cela se traduit par la fermeture pure et simple de l'usine de Torfou, dans le Maine-et-Loire, comptant 55 personnes, par des mutations arbitraires de personnel administratif de Nantes vers Saint-Ouen, dans la région parisienne, ainsi que par des suppressions de postes affectant les dix usines de la branche.

Le groupe Carnaud est resté longtemps sous le contrôle de la famille de Wendel, comptant à sa tête Ernest-Antoine Seillière, l'actuel président du CNPF, avant d'être vendu, en novembre 1995, au groupe américain Crowncork, l'actionnaire français gardant de son côté 8,6% des parts. Avant la fusion, le bénéfice net du groupe était d'environ un milliard de francs tous les ans. La première année après la fusion, il s'est élevé à 264 millions de dollars, soit environ 1,5 milliard de francs.

Dans le cas des présentes suppressions d'emplois, les patrons ne peuvent vraiment pas invoquer la « modernisation ». En guise de lignes nouvelles, on voit surtout des matériels être déménagés d'une usine dans une autre, en fonctionnant à chaque fois avec un peu de personnel en moins.

A l'usine de Laon, qui compte 477 travailleurs permanents dont 375 ouvriers, 33 suppressions de postes sont prévues. Il s'agit du premier plan « social » depuis trente ans que l'usine existe. La maîtrise a cherché à minimiser les choses, en affirmant qu'à Laon, pour l'essentiel, le plan serait couvert par le départ de travailleurs de plus de 57 ans.

Bien sûr, chacun souhaite que ces camarades puissent partir dans les moins mauvaises conditions pour eux. Seulement, on n'a pas tardé à s'apercevoir que tout le monde aurait à pâtir des conséquences de ce plan. En effet, les suppressions de postes n'étant pas compensées par des embauches, elles se traduisent par une charge de travail accrue là où l'activité est maintenue. Et là où celle-ci est supprimée, les travailleurs subissent des mutations, avec souvent perte de salaire à la clé.

Il y a également des conséquences sur les intérimaires, puisque cela représente autant de postes sur lesquels ils ne seront plus appelés en remplacement. Cela réduit d'autant les débouchés pour ces dizaines de travailleurs, notamment des jeunes, qui dépendent de Carnaud pour leur travail. Voilà comment, en prétendant se borner à faire partir des travailleurs proches de la retraite, la direction laisse sur le carreau des jeunes de 25 ans !

La direction départementale du travail et de l'emploi, représentante locale du ministère du Travail, ne semble pas s'être émue outre mesure de ce projet. Elle s'est bornée à souhaiter qu'il prévoie quelques préretraites progressives. Mais elle ne s'y est en rien opposée.

Bref, on continue à voir des trusts comme Carnaud Metalbox licencier tout en faisant des bénéfices, cela sans que les autorités lèvent le petit doigt. Dans ces conditions, toutes les déclarations du gouvernement sur la lutte contre le chômage ne sont que poudre aux yeux.

Correspondant L. O.

Dans l'Oise

DES PATRONS DE PME QUI SE PORTENT BIEN

Pour justifier ses cadeaux aux patrons, Martine Aubry, comme d'ailleurs ses prédécesseurs des gouvernements de droite, prend souvent l'excuse des prétendues difficultés qu'auraient les petites et moyennes entreprises. Ainsi encore récemment lors du débat sur les 35 heures, on a eu droit à des discours sur le « dur » sort des PME qui ne pourraient supporter les 35 heures sans diminution de salaire.

Mais les petites entreprises peuvent aussi faire de gros profits. Bien sûr, certaines d'entre elles font parfois faillite, mais souvent après avoir empoché des subventions de l'État, et donc même dans ce cas les patrons ne se retrouvent pas sur la paille.
Par contre, d'autres se retrouvent au hit parade des profits. Dans la région de Compiègne, les exemples ne manquent pas.

PME : « PETITES » OU « MOYENNES » MAIS GROS PROFITS

Ainsi, dans la catégorie « petites mais gros profits », il y a la cartonnerie Allard qui emploie 450 personnes dont 150 à Compiègne même. En 1996 déjà elle s'était retrouvée citée par des journaux économiques parmi les entreprises en très bonne santé : 230e dans le classement avec un bénéfice net de 31 millions de francs. Depuis, elle continue à afficher un bénéfice confortable et a même été citée récemment par le quotidien économique *La Tribune* comme la PME ayant le mieux réussi de l'année 97 (29,7 millions de francs de bénéfices nets en 1997). Mais cela n'empêche pas le PDG de refuser des augmentations conséquentes de salaire dans cette usine où les ouvriers gagnent en moyenne 6 400 F brut.

LA SOUS-TRAITANCE POUR SOUS-PAYER DES OUVRIERS

Les PME sont d'ailleurs un moyen pour les plus grandes entreprises, par le biais de la sous-traitance, d'employer des salariés à des conditions pires. À l'usine de pneumatiques Uniroyal à Clairoix, tout près de Compiègne, ce sont ainsi des dizaines de travailleurs qui travaillent sur des chantiers ou bien à des tâches habituelles et qui remplacent d'anciens salariés d'Uniroyal licenciés. Dans les secteurs Entretien, après les départs à la retraite, ce sont des salariés d'entreprises extérieures qui prennent le relais, et ils sont bien sûr beaucoup moins payés pour le même travail. En 1996, 11 femmes de ménage embauchées par Uniroyal ont été licenciées et aussitôt remplacées par des ouvrières de la société Samsic, ouvrières qui travaillent dans des conditions plus dures et sont sous-payées

PETITES MAIS RAPIDES POUR LICENCIER

Trop souvent dans les PME-PMI, les travailleurs se retrouvent licenciés quasiment du jour au lendemain avec peu de moyens de défense.

A Ressons-sur-Matz, Publi-Lettres a licencié 33 personnes sur les 70 employés sous prétexte de redressement judiciaire. Leurs droits n'ont pu être un peu respectés que parce que ces salariés, pendant 15 jours, ont tenu tête au patron. Celui-ci avait « oublié » une somme de 500 000 F destinée à cette restructuration (il n'avait pas oublié de l'empocher par contre !)

Souvent ces travailleurs se retrouvent entre les mains d'administrateurs judiciaires chargés du règlement des sommes dues aux salariés licenciés. C'est un véritable parcours du combattant et beaucoup se découragent. Et ces travailleurs se retrouvent du jour au lendemain sans aucun revenu pendant plusieurs mois.

A la SOFRAT, à Compiègne, plus de 30 salariés se sont retrouvés sans patron, attendant qu'une décision de justice du tribunal de commerce annonce le dépôt de bilan. Ce patron a disparu de la circulation et il pourrait avoir réouvert une autre société dans l'Aisne dans les mêmes conditions. Ces salariés ont engagé une plainte aux prud'hommes contre l'administrateur judiciaire qui refuse de verser une partie des sommes dues.

DES PETITS PATRONS QUI ONT LA DENT DURE

Les petits patrons ont toute une palette de moyens pour licencier sous n'importe quel prétexte. Leur seule obligation, c'est de proposer une convention de conversion. Il suffit en somme d'aller chercher un formulaire. Et les patrons qui n'ont que quelques employés ne sont pas en reste sur les autres.

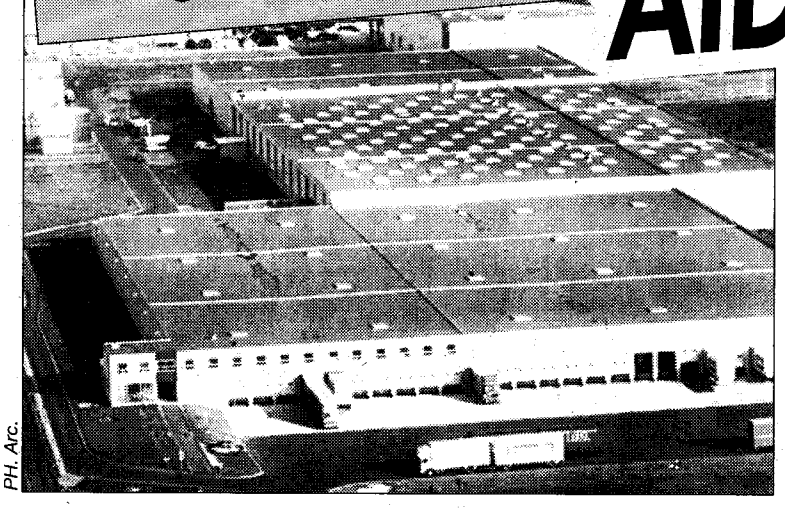
La patronne d'une boulangerie industrielle du quartier de la Victoire à Compiègne a cherché ainsi à licencier une travailleuse, qui était la plus ancienne de cette entreprise, en prétextant des difficultés économiques.

Dans le garage Mercedes de la ZAC de Mercières, toujours à Compiègne, le patron cherche par tous les moyens à licencier un mécano. La dernière trouvaille du patron est la proposition, en guise de cadeau de Noël, d'une mutation à... Fontainebleau. Par ailleurs, les congés des salariés doivent être pris quand le patron du garage n'a pas besoin d'eux ou bien sinon ils en perdent le bénéfice !

Ces petits patrons affichent, tout comme les grands mais parfois beaucoup plus ouvertement, un cynisme et un mépris total de leurs salariés allant parfois jusqu'aux coups comme quand l'an dernier, une travailleuse d'une hôtellerie a été bousculée brutalement par son patron sous prétexte que son travail était mal fait. Elle a déposé une plainte qui est restée sans suite.

Ces chefs d'entreprise de PME sont des patrons conscients de leurs intérêts et qui, quelquefois, sont prêts à les défendre avec brutalité et hargne. Pour les salariés de ces entreprises se défendre est souvent difficile... au moins tant qu'on est en l'absence de réactions plus générales de la classe ouvrière. Mais il y a des comptes à régler et ils le seront tôt ou tard.

Kimberly Clark
Orléans (Loiret)



PH. Arc.

AIDES À L'EMPLOI : AIDES AU PATRONAT

La quasi-totalité des 177 travailleurs de Kimberly Clark, une usine de transformation de papier de Saint-Cyr-en-Val près d'Orléans, occupent leur usine depuis que, le 6 janvier, ils ont appris que la direction du groupe avait décidé de mettre la clé sous la porte.

Pour tous ces travailleurs, cela a été un choc. D'autant plus que beaucoup sont d'ex-salariés d'autres entreprises de l'agglomération qui ont fermé, comme Bril, une usine de confection, la conserverie Vernet, l'usine Michelin... D'ailleurs pour la direction de cette entreprise, embaucher des travailleurs licenciés lui avait permis au passage de toucher une prime non négligeable. Et voilà qu'ils se retrouvent à nouveau à la rue. Dès le lendemain, à l'initiative de la CFDT, l'usine a donc été occupée.

Cette usine, à l'époque Scott Paper, s'est installée là il y a 10 ans, avec l'aide des collectivités locales. 98 millions de francs d'aides publiques avaient été versés pour l'essentiel par le Conseil Général du Loiret et la ville d'Orléans. Le terrain de 48 hectares avait été cédé pour le franc symbolique. Un tarif préférentiel était accordé pour le calcul de la taxe d'assainissement. Un rapport de la Cour des comptes paru l'an dernier a calculé que, en incluant l'amortissement des emprunts souscrits, département et ville ont dépensé, pour faire ce cadeau, 150 millions de francs. C'est l'équivalent de 850000 F pour chacun des 177 emplois actuels.

À l'époque, les responsables des collectivités locales justifiaient l'investissement de telles sommes par la perspective de la création de plus de 1 000 emplois. Il n'y en jamais eu plus de 280. Kimberly-Clark, c'est un papetier géant américain, qui a les reins solides (il possède des marques comme Kleenex, Sopalin, etc.). Si solides qu'il a « fusionné » avec son ex-concurrent Scott il y a deux ans... et aussitôt établi un plan de restructuration destiné à doubler le bénéfice par action du nouveau groupe d'ici l'an 2000. Et tant pis pour l'usine construite il y a dix ans seulement par Scott à Saint-Cyr-en-Val ! Aujourd'hui, après avoir empoché subventions et profits, le patron de l'usine va faire des affaires ailleurs.

Depuis l'annonce de la fermeture, les politiciens locaux font mine de découvrir le problème et dénoncent le non-respect des engagements. Mais la presse rappelle que, en mai 1994, le conseil municipal d'Orléans avait adopté une délibération constatant à propos des aides consenties pour l'installation de cette usine, qu'il s'agissait d'une « *affaire durablement déficitaire pour les finances communales* ».

Aujourd'hui, ils s'apprêtent en fait à refaire la même chose, à prendre sur les fonds publics pour attirer un éventuel repreneur, ce qui est ni plus ni moins du détournement de fonds publics.

Les travailleurs de Kimberley Clark n'ont aucun intérêt à leur faire confiance, et ils continuent à occuper l'usine, jour et nuit.

Correspondant LO

Groupe Hachette Filipacchi Médias
Levallois-Perret (Hauts-de-Seine)

Des informaticiens qu'on n'Hachette pas !

Dans le groupe de presse Hachette qui édite entre autres *Télé 7 jours*, *Elle*, le *JDD*, l'ingénierie et le développement informatique nécessaires à la production et à la gestion administrative du groupe sont assurés par les informaticiens des sociétés P2I, PRES et MIS, filiales du groupe. Basés à Nanterre, ils sont au nombre de 150.

Apprenant que leurs trois sociétés allaient être fusionnées, ils ont demandé des garanties de statut, d'emplois ainsi que l'embauche des CDD et leur rattachement à l'ensemble du groupe situé à Levallois. Avec l'aide des délégués du groupe, ils se sont réunis en AG et ont écrit une lettre de convocation à la direction générale, diffusée sous forme de tract aux autres salariés.

La direction s'est donc retrouvée devant une assemblée méfiante et combative, et non seulement ses réponses n'ont pas satisfait les salariés mais leur futur directeur a eu une attitude arrogante qui a achevé de les solidariser contre lui. Scandalisés, les travailleurs ont décidé que ce dernier ne serait pas leur directeur et ont diffusé un tract annonçant qu'ils étaient prêts à tout pour l'obtenir. Et devant la détermination des salariés, la direction a cédé sur toute la ligne !

L'ensemble des revendications a été obtenue, dont le gel de la nomination du nouveau directeur, l'embauche des CDD et l'alignement sur la convention collective la plus favorable.

Pour une première lutte c'est une réussite et tous sont d'autant plus décidés à ne plus se laisser faire.

Guadeloupe

LES TRAVAILLEURS DE LA BANANE TOUJOURS EN LUTTE

Plus d'un mois après le début de leur grève, les ouvriers des plantations de bananes bloquent toujours l'une des principales productions d'exportation de la Guadeloupe. Ils réclament notamment le versement d'un treizième mois, des améliorations quant à leurs contrats de travail ainsi que le paiement des jours de grève. Pour faire le point sur ce mouvement, nous reproduisons ici l'article publié dans le numéro du 10 janvier du journal de nos camarades trotskystes antillais de Combat Ouvrier.

Au moment où nous écrivons, une rencontre entre planteurs et ouvriers se déroule sans qu'on sache si les travailleurs ont obtenu ou non satisfaction. Lors de la dernière négociation, mardi 6 janvier, les planteurs avaient demandé un temps de réflexion pour « rencontrer leur base » sur la proposition de 5000 F de prime net pour les plantations au-dessus de 5 ha, et 3000 F pour les plus petites. Le problème des jours de grève restant encore à discuter.

Il semble que des réunions de planteurs se sont déroulées durant les deux jours qui séparaient la reprise des négociations.

Pour se mettre dans une bonne position lors des négociations, les planteurs ont tout fait pour qu'il y ait une reprise même partielle du travail.

Le lundi 5 janvier, ils ont annoncé la reprise du travail. La radio, en particulier Radio Caraïbes Internationale, a repris tout au long de la journée leurs appels et leurs comptes-rendus sur la reprise. En réalité, seuls 30 à 40% des grévistes de la plus grande plantation Dormoy avaient travaillé. Sur toutes les autres, la grève était effective à plus de 90%.

Le mardi 6, la reprise s'est renforcée chez Dormoy, Lignères et en partie chez Chaulet. Le préfet, répondant aux demandes répétées des planteurs, avait placé des forces de l'ordre dans leurs plantations.

Pendant ces trois jours, les grévistes se sont répandus dans les plantations et ont dissuadé ceux qui, découragés, voulaient reprendre. A la veille de la négociation, seules les trois plantations de Chaulet, Dormoy et Lignères avaient repris, Dormoy travaillant à presque 100% sous la protection des gendarmes.

Cela n'a pas empêché qu'un meeting se tienne le lendemain soir, devant la mairie de Capesterre où plus de 200 personnes étaient présentes. Près de 150 grévistes ont alors défilé dans les rues de Capesterre en criant leurs revendications et des slogans hostiles (aux gros planteurs et à leurs alliés).

(...) Le point fait sur la situation, de nombreux grévistes ont ensuite exprimé leur détermination à se battre jusqu'au bout.

LP Jacques-Brel de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)

DOUZE JOURS DE GRÈVE QUI COMPTERONT

Au lycée professionnel Jacques-Brel de Choisy-le-Roi, dans le Val-de-Marne, si vous demandez aux 520 élèves des sections d'électricité, de menuiserie, d'ébénisterie ou de réparation motocycle ce qu'ils pensent de leur établissement, ils répondront à l'unanimité que c'est une poubelle!

Le lycée est en effet dans un état de délabrement avancé : portes défoncées, vitres cassées, remplacées par des planches de contreplaqué, fils électriques apparents, normes de sécurité pas toujours respectées dans les ateliers et les salles d'électrotechnique, etc. Il n'y a aucun préau et les élèves doivent attendre dehors, en plein hiver, entre deux cours et à midi. De même, pas de foyer, un centre de documentation misérable et surtout... pas de toilettes en état de fonctionner. C'est au PMU du quartier qu'il faut aller!

La plupart des élèves viennent des cités de Choisy, d'Ivry ou d'Alfortville. Certains ont leurs parents au chômage. D'autres ont déjà eu à subir le racisme. Quelques-uns ont déjà eu de petits problèmes avec la police. Pour ces élèves-là, l'Éducation nationale n'a pas d'argent à dépenser. Alors comment espérer dans ces conditions que les choses se passent bien avec les enseignants?

Depuis le début de l'année, bien plus encore que les années précédentes, les dégradations se multipliaient, un climat de tension grandissait. Jeudi 11 décembre, les professeurs se sont réunis en assemblée générale puis se sont mis en grève.

Ensuite la grève a été reconduite à main levée tous les matins jusqu'aux vacances de Noël. Début janvier, le travail n'a pas vraiment repris, la plupart des élèves continuant à ne pas venir en cours, et le jeudi matin, une nouvelle A.G. a décidé la reprise de la grève.

Pour pas mal d'entre nous, ça faisait bien longtemps qu'on n'avait pas eu le cœur aussi léger en venant au lycée. Dès le début de la grève l'ambiance a changé. Des actions ont été organisées ensemble, comme d'aller à plus d'une dizaine dans les rues de Choisy distribuer un tract, manifester presque tous devant le Rectorat ou rendre visite à d'autres lycées comme Pierre-Corneille, à Orly, où les profs ont également fait une journée de grève au même moment.

Lundi 12 janvier, c'était notre troisième visite au Rectorat. Ce coup-ci, le recteur lui-même voulait nous recevoir. Il faut dire que quelques jours avant, près de 200 élèves du lycée avaient bloqué la rue et fait face pendant une heure aux CRS. Cela ne plaisait pas du tout à ce monsieur, car à ses yeux, comme l'a dit un enseignant, le rôle de ceux-ci se limite de plus en plus à occuper les jeunes pour que justement ils ne soient pas dans la rue!

Pour l'instant nous avons obtenu un poste de surveillant à plein temps et deux emplois-jeunes, l'engagement de travaux d'urgence et la construction d'un préfabriqué, la « promesse » d'être classé ZEP (Zone d'Éducation Prioritaire) à la prochaine rentrée scolaire, ainsi qu'une échéance pour la reconstruction partielle du lycée. Cela paraît à beaucoup très insuffisant.

Au moment où les chômeurs manifestent, les affirmations du recteur sur l'impossibilité d'embaucher plus de surveillants ou du personnel de service en nombre suffisant ont de quoi révolter. Et mardi 13 janvier nous devions tous nous retrouver, avec les élèves et les parents qui le souhaitent, devant le ministère.

LP Orly (Val-de-Marne)

LE LYCÉE CORNEILLE EN GRÈVE

Alors que les enseignants du lycée Jacques-Brel de Choisy-le-Roi étaient en grève depuis fin décembre, un autre établissement proche, le lycée professionnel Corneille d'Orly, connaissait dès la rentrée de janvier une semaine d'agitation.

Lycée classé en zone d'éducation prioritaire, il est pourtant des plus vétustes. La rénovation prévue initialement en 1995 a été reportée à plusieurs reprises et ne commencera au mieux qu'en 1999. Depuis, très peu de réparations d'entretien ont été réalisées.

Les enseignants en ont assez de ces multiples reports et exigent des travaux d'urgence, un foyer pour accueillir les élèves, des postes supplémentaires de personnel.

Une large majorité des enseignants était en grève mardi 6 janvier, et toute la semaine nous avons multiplié les démarches pour faire connaître nos exigences vis-à-vis du Conseil Régional et du Rectorat, en tentant aussi d'associer parents et élèves à notre protestation.

Le jeudi 8, le représentant du rectorat nous informait que nous n'avions le choix qu'entre la réalisation de quelques travaux d'urgence et la construction de nouveaux préfabriqués pour le foyer. Le Conseil Régional ne pouvait paraît-il accorder que des travaux ne dépassant pas la somme de 300000 F, ce qui une semaine auparavant n'était toutefois pas envisageable.

Il fallait selon lui s'en satisfaire et choisir entre ces deux solutions. Pourtant le lendemain on nous annonçait enfin que nous avions et les travaux d'urgence, et le préfabriqué.

Reste que sur l'essentiel, la création de nouveaux postes, le rectorat ne cédait rien. C'est pourquoi une partie des enseignants décidèrent la grève pour le mardi 13, rejoignant ce jour-là les collègues du lycée J.-Brel devant le ministère où une délégation a été reçue. Le cortège dynamique des lycéens du lycée J.-Brel et des lycéennes d'Orly assurait une ambiance rarement vue dans ces beaux quartiers!

Les représentants du ministre de l'Éducation n'ont reçu que les enseignants de J.-Brel, ont enregistré leurs revendications, sans donner de garantie. Ils n'ont pas jugé bon de modifier leur emploi du temps pour recevoir des enseignants du LP d'Orly, car nous n'avions pas pris rendez-vous. Ce refus n'a pas été spécialement apprécié par les manifestants. Conclusion des élèves : si l'on veut qu'ils nous écoutent, il faudra revenir plus nombreux!

Au lycée Peltier à Ham (Somme)

MOINS DE MOYENS, PLUS D'HYPOCRISIE GOUVERNEMENTALE!

Lors d'une réunion début janvier, la direction du lycée Peltier de Ham nous a demandé de répondre à un questionnaire ministériel, et en a profité pour nous annoncer une baisse de la Dotation Horaire Globale pour l'an prochain. Ce qui signifie : suppression d'heures d'enseignement, alors même qu'au LP Peltier, le nombre d'élèves prévu pour l'an prochain est en augmentation. De plus, il est déjà très difficile pour nous d'enseigner correctement vu la détresse sociale et donc scolaire de bien des élèves.

Les enseignants ont donc décidé de se réunir jeudi 9 janvier sur une heure d'information syndicale CGT (et donc sur le temps de travail) pour faire le point section par section et établir une riposte. Il va sans dire que les propos hypocrites tenus la veille par Ségolène Royal lors de l'émission sur l'école ont renforcé la détermination. Les 26 enseignants présents à la réunion (sur une trentaine dans l'établissement ce jour-là) avaient vraiment l'impression d'être pris pour des imbéciles. Nous avons donc discuté et voté un certain nombre de propositions. D'abord que nos élus au Conseil d'Administration ne votent pas cette DHG en baisse. Nous avons aussi décidé de rédiger un article pour informer les familles par voie de presse, de porter nos doléances (des heures et des postes) au rectorat tous ensemble le mercredi suivant (l'idée d'une demi-journée de grève ayant été rejetée).

Tout le monde était d'accord pour essayer de savoir si la situation était la même dans les autres lycées avec l'idée de mettre nos forces en commun. Enfin, nous devions le lendemain convaincre l'ensemble des collègues absents du bien-fondé de notre mobilisation.

Le lendemain vendredi matin l'accueil a été plutôt favorable même si, en lisant les textes officiels, nous nous sommes aperçus que la future DHG ne nous enlevait pas d'heures au-delà du minimum légal. Mais l'idée que pour travailler correctement il nous fallait bien plus que ce que nous avions cette années, alors même que les problèmes s'aggravent, a fait l'unanimité... moins une voix, celle de la déléguée SNETAA (syndicat majoritaire), qui expliquait que nous en demandions trop!

La détermination a été renforcée lorsque nous avons appris qu'au lycée d'une ville de la région un préavis de grève avait été déposé à cause de la baisse de leur DHG, et que des réunions comme les nôtres avaient lieu ici et là dans le département.

Alors, les ministres souhaitaient que nous répondions à leur énième questionnaire sur les programmes, et la manière de bien faire passer notre discipline, sans doute pour mieux faire passer la pilule de la baisse des heures. Mais nous avons décidé de formuler nous-mêmes les questions et les réponses, et en plus de fournir le mode d'action approprié pour obtenir satisfaction. À suivre...

G. D. (Saint-Quentin)

Il y a cent ans

Zola et l'affaire Dreyfus

Le 13 janvier marquait le centenaire du fameux *J'accuse* d'Emile Zola. A cette occasion, les journaux et la télévision ont largement retracé l'affaire Dreyfus, laissant entendre que de tels faits n'étaient possibles que dans une autre époque, un passé bien révolu.

Pourtant, les leçons de l'affaire Dreyfus n'appartiennent pas qu'au passé. Certes, avec cet officier d'origine juive, la hiérarchie militaire s'était trouvé un coupable tout désigné, cadrant avec l'antisémitisme virulent affiché alors par bien des cadres de l'armée et une partie de la bourgeoisie de l'époque. Mais cela n'explique pas pourquoi, lorsqu'il devint patent que Dreyfus était innocent, la hiérarchie militaire et l'État firent corps pour ne pas se déjuger, s'obstinant, n'hésitant pas à couvrir le vrai coupable et à fabriquer des faux pour justifier leurs accusations contre Dreyfus, jusqu'à provoquer une véritable crise politique.

Pour les dirigeants de l'État, il ne pouvait être question de revenir en arrière, au risque de ternir l'image d'une armée qui, quelques années auparavant, avait réprimé la Commune, qui en cette fin du 19e siècle assurait les conquêtes coloniales et préparait la revanche contre l'Allemagne dans une ambiance de militarisme triomphant. Quels qu'aient été les reproches qu'ils pouvaient lui faire, ils ne pouvaient envisager de rompre la solidarité avec cette institution, ultime rempart pour la défense de l'ordre et de la propriété bourgeoise. En cette période d'industrialisation et d'essor du mouvement ouvrier, l'armée était d'ailleurs souvent sollicitée pour réprimer les grèves, de Vierzon à Fourmies en passant par Decazeville.

Que l'armée soit considérée comme intouchable et que la « raison d'État » prime sur la justice, c'est ce que voulut dénoncer Emile Zola dans *J'accuse* et, au-delà, en s'engageant résolument dans la défense de Dreyfus.

Finalement, pour que Dreyfus soit innocenté et réhabilité, il fallut attendre des années, jusqu'à 1906, soit plusieurs années après sa libération. Pour autant, depuis un siècle et en bien des occasions, l'appareil d'État a démontré qu'il n'avait pas rompu avec ces méthodes, et pour les mêmes raisons. Du recours systématique à la torture et aux exécutions sommaires durant la guerre d'Algérie aux complicités dans le génocide perpétré au Rwanda, en passant par la « disparition » de l'opposant au régime marocain Ben Barka, les gouvernements de droite comme de gauche ont ainsi couvert tous les mensonges et tous les crimes de la caste militaire.

Quant à la presse, si prompte aujourd'hui à mettre en avant le courage de Zola et des intellectuels qui prirent alors la défense de Dreyfus, elle ne peut faire oublier qu'elle a bien souvent couvert de son silence tous ces méfaits... et continue de le faire aujourd'hui, au moment même où elle encense Zola et son *J'accuse* d'il y a un siècle.

Michel ROCCO

15 janvier 1919

L'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht

Dimanche 10 janvier, c'est selon la presse cent mille personnes qui se sont retrouvées à Berlin pour commémorer l'assassinat, le 15 janvier 1919, de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Le régime de l'ex-Allemagne de l'Est avait l'habitude d'organiser cette commémoration, lancée dans les premières années de l'Internationale Communiste. Ce régime n'existe plus mais la tradition est restée.

Rosa Luxemburg, militante d'origine polonaise, et Karl Liebknecht, fils d'un des fondateurs de la social-démocratie allemande, furent les principaux dirigeants de la gauche du parti socialiste allemand avant 1914. L'éclatement de la Première Guerre mondiale fut la confirmation que le capitalisme était incapable d'assurer durablement paix et prospérité, contrairement à ce que prétendaient les dirigeants réformistes auxquels s'opposaient les deux dirigeants de la gauche. La guerre exacerba ce conflit. La majorité des chefs sociaux-démocrates se rallia à l'impérialisme et à la guerre et les députés socialistes votèrent les crédits pour celle-ci. Liebknecht fut l'un des deux seuls députés socialistes qui s'y opposèrent. Ayant manifesté en uniforme le 1er mai 1916, il fut emprisonné. Pour sa dénonciation de la guerre et de la trahison social-démocrate dans les *Lettres de Spartakus*, Rosa Luxemburg le fut également.

L'alliance des dirigeants sociaux-démocrates, devenus ministres ou conseillers, avec le grand patronat et les généraux allait permettre à la fin de la guerre de sauver les classes possédantes menacées par la révolution, qui éclata le 9 novembre 1918. Une course de vitesse s'engagea entre la gauche révolutionnaire qui voulait voir triompher la révolution prolétarienne et le courant social-démocrate qui cherchait à l'arrêter.

La social-démocratie majoritaire se présentait, en paroles, comme plus respectueuse de la démocratie que les bolcheviks ou que le tout jeune Parti Communiste d'Allemagne fondé en janvier 1919. Mais, face à la menace que faisait planer le prolétariat berlinois sur la bourgeoisie, ces prétendus grands principes démocratiques se volatilisèrent.

Pour décapiter la direction révolutionnaire et empêcher la fraction de la classe ouvrière qui se radicalisait de prendre la voie de la révolution d'Octobre, les dirigeants sociaux-démocrates, qui entretenaient une liaison directe avec l'état-major de l'armée, n'eurent aucun scrupule à lancer la soldatesque contre les révolutionnaires. Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient assassinés par des militaires.

Au cours des multiples luttes de cette période, les dirigeants sociaux-démocrates alliés à l'armée continuèrent à écraser dans le sang ouvriers révolutionnaires et militants communistes. Privée de ses têtes les plus clairvoyantes, la classe ouvrière allemande ne put l'emporter malgré une situation révolutionnaire qui allait durer jusqu'en 1923. L'échec de la révolution allemande, laissant isolé le premier État ouvrier soviétique en Russie, la dégénérescence stalinienne allait bientôt s'affirmer en URSS puis s'étendre à l'ensemble du mouvement communiste.

L'histoire de cette république bourgeoise, bâtie sur le sang ouvrier et réfugiée à Weimar loin du Berlin révolutionnaire, fut brève : dix ans plus tard, elle était remplacée par la dictature d'Hitler. En barrant la route à la révolution, les dirigeants sociaux-démocrates l'avaient ouverte au nazisme.

Jacques FONTENOY

de Lutte Ouvrière

• à LIMOGES
Samedi 31 janvier
à partir de 17h
Salle des fêtes de
Landouge

• à LILLE
Samedi 7 février
à partir de 15h
Salle Concorde

Algérie

Face à la barbarie des groupes islamistes

RIEN À ATTENDRE DES AUTORITÉS

Dimanche soir 11 janvier, un nouveau massacre s'est produit dans une localité proche d'Alger. Une fois de plus les assaillants ont tué leurs victimes, plus de 100 personnes selon les autorités algériennes, peut-être 400 en réalité, avec des couteaux, des haches, des sabres. Plus de 1 000 personnes ont été tuées dans des conditions semblables depuis le début du Ramadan qui, selon les porte-parole du GIA, le Groupe Islamique Armé, devait être cette année un moment particulièrement sanglant de la « guerre sainte ».

COMMENT SE DÉFENDRE ?

Le fait que de telles expéditions meurtrières se produisent dans des régions différentes géographiquement montre qu'elles ne sont pas de simples excès commis par quelque groupe « dissident » isolé. Elles semblent plutôt correspondre à une politique de la fraction des groupes armés qui est prête à tout, non seulement pour discréditer le pouvoir mais aussi pour empêcher tout compromis entre le gouvernement et les dirigeants de l'ex-FIS, qui se conclurait contre elle.

L'absence d'intervention de l'armée pour protéger la population, l'impuissance du gouvernement algérien à résoudre les problèmes posés par l'action des groupes terroristes qui ne reculent devant aucune barbarie, les bruits concernant d'éventuelles provocations de la part de milieux liés à l'armée ou au pouvoir, ont contribué à alimenter des réactions de peur et de démoralisation dans divers secteurs de la population. Dans les zones que les commentateurs définissent comme les « triangles de la mort » de la Mitidja ou de l'Ouest, entre Alger et Oran, des populations pauvres, nombreuses au total, même si elles sont dispersées, vivent dans la hantise des incursions de groupes terroristes parmi lesquels les survivants reconnaissent souvent un fils ou un cousin parti il y a plus ou moins longtemps au maquis. Car les régions dramatiquement touchées aujourd'hui par cette vague meurtrière ont bien souvent été des régions favorables au FIS dans les années 89-92 et qui depuis ont soutenu de gré ou de force les groupes armés de l'AIS, l'Armée Islamique du Salut liée à l'ex-FIS, ou ceux du GIA en opposition à celui-ci.

Tous ces drames posent bien sûr le problème de savoir comment les populations civiles prises en étau entre la barbarie des groupes terroristes islamistes et celle de l'armée algérienne qui de son côté ne fait pas de quartier dans la lutte contre ceux-ci, peuvent assurer leur survie.

Au cours des derniers mois, et en particulier depuis l'été dernier où, les massacres s'étaient multipliés dans la Mitidja, l'idée qu'il faudrait que la « communauté internationale » s'en mêle a trouvé un écho dans divers milieux, y compris dans des milieux populaires algériens vivant en Algérie ou en France. Mais la population algérienne n'a certainement rien à attendre des dirigeants des grands pays européens ou nord-américains qui prétendent vouloir garantir leur sécurité. En effet, si les raisons ne manquent pas de dénoncer les responsabilités du pouvoir algérien dans la situation catastrophique dans laquelle vivent les classes pauvres de ce pays, les pays riches et puissants que sont les États-Unis, le Canada, les pays d'Europe et en premier lieu la France, sont les plus mal placés pour le faire. Ce sont eux qui pillent l'économie de l'Algérie, exigeant que son gouvernement appauvrisse les populations pour payer la dette, privatise les industries et les terres et impose à des dizaines de millions d'Algériens une misère qui est à l'origine de la crise actuelle. Tous ces gens-là, les Chirac et autres chefs des États impérialistes, ont d'ailleurs montré qu'ils n'agitaient le problème des droits de l'homme en Algérie que lorsqu'il s'agissait de faire pression sur le gouvernement algérien pour l'obliger à plier devant leurs exigences. Ce fut vrai dans la période où l'État algérien refusait de renégocier sa dette comme le souhaitaient les banquiers impérialistes. C'est vrai aujourd'hui à un moment où les représentants des pays européens veulent imposer leurs diktats en ce qui concerne les échanges entre les pays européens et l'Algérie. Et le peuple algérien n'a rien à attendre ni de Chirac et Jospin, ni de la « troïka » européenne dont l'État algérien a finalement accepté la présence sur son sol.

Mais les populations qui se sentent menacées n'ont rien à attendre non plus de la part de l'État algérien qui leur recommande aujourd'hui d'assurer elles-mêmes leur propre défense face aux groupes armés.

AFP

Un homme armé devant le cimetière contenant les victimes de massacres dans un village de l'Ouarsenis.

S'ARMER, OUI, MAIS POUR UNE AUTRE POLITIQUE

S'armer et organiser sa propre défense, c'est indispensable pour la population algérienne. Mais le problème de la constitution de milices d'auto-défense pose immédiatement le problème de savoir quels objectifs politiques elles poursuivent.

Depuis 1994 le gouvernement algérien a poussé à la création de milices constituées de civils organisés, armés, et selon les cas financés ou non par l'armée ou les autorités locales. Près de 150 000 personnes serviraient ainsi de forces supplétives à une armée qui jusqu'alors se montrait, une fois un maquis islamiste liquidé, incapable d'empêcher sa reconstitution. Il s'est agi pour le pouvoir de faire en sorte que des populations civiles soient en mesure d'occuper le terrain contre les islamistes. Cela a sans doute contribué à un affaiblissement de ces groupes, mais parce qu'elle se situe exclusivement sur un terrain militaire, cette politique a peut-être contribué à concentrer aujourd'hui les groupes armés dans des régions névralgiques. Là, des populations civiles se trouvent en première ligne et risquent de subir les pires coups même si elles finissent par choisir de servir de force d'appoint au gouvernement qui, de toute façon, n'envisage de les armer que très sommairement.

En réalité, pour servir à la sécurité et aux intérêts des populations pauvres, la création de milices civiles devrait s'inscrire dans une politique générale visant à défendre les intérêts des classes pauvres. C'est-à-dire une politique leur permettant de se protéger contre les exactions des groupes islamistes armés, bien sûr, mais aussi contre celles des militaires ; une politique de défense des intérêts de la population, visant à empêcher les licenciements et les privatisations ; une politique imposant la mise des richesses à son service, des produits alimentaires, des moyens de transports, des produits pharmaceutiques. C'est-à-dire une politique totalement opposée aux objectifs du gouvernement algérien d'aujourd'hui mais qui ouvrirait des perspectives aux populations pauvres, à la jeunesse désespérée et leur donnerait le courage et les moyens politiques et matériels de faire échec aux islamistes et au gouvernement et de transformer le rapport de forces en leur faveur.

Henriette MAUTHEY

RENCONTRE AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

à Dinan
(Côtes-d'Armor)
Samedi 17 janvier
Place Duguesclin
Débat à 17 h

RÉUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIÈRE

avec les candidats qui conduiront les listes Lutte Ouvrière aux élections régionales

- **à Saint-Junien** (Haute-Vienne) **Samedi 17 janvier à 17 h 30** Salle du centre administratif (derrière la Mairie) avec Claudine Roussie
- **à Belfort** **Vendredi 23 janvier à 20 h 30** à la Maison du Peuple avec Gérard Belot
- **à Aix-les-Bains** **Vendredi 23 janvier à 19 h** Salle n°5, maison des Associations 25, boulevard des Anglais
- **à Saint-Dizier** **Vendredi 6 février à 20 h 30** Salle n°5 20, rue de la Commune de Paris

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995